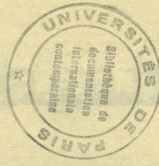


T2137-503-8,00 F



ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 503 JEUDI 3 NOVEMBRE 1983 8,00 f



LAÏCITÉ

La laïcité à l'école, déjà ébranlée par la droite, est-elle mieux défendue par la gauche ?

La position des anarchistes sur la laïcité page 6.



AFGHANISTAN

Quel est le statut de la femme dans ce pays où l'intégrisme musulman est vivace ?

Dernière partie du reportage de Ghislain Bellorget en page 8.

F° P 2520

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aiene : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio.

VENTE MILITAIRE DU MONDE-LIBERTAIRE

Nous vous proposons de choisir ce système car il nous permettra de recevoir de l'argent d'avance et de ne pas nous enfermer dans des correspondances de relance.

Les chiffres de ce tableau sont calculés de la façon suivante : pour un envoi de 3 exemplaires, on considère une vente de 2 ex. ; pour 5 ex. envoyés : 3 ex. vendus ; pour 10 ex. : 6 ex. ; pour 15 ex. : 10 ex. Les administrateurs

	3 M.L.	5 M.L.	10 M.L.	15 M.L.
1 mois	200 F	300 F	600 F	1 000 F
6 mois	400 F	600 F	1 200 F	2 000 F
1 an	800 F	1 200 F	2 400 F	4 000 F

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

éditions

Poster de Léo Ferré pour le gala de soutien à Radio-Libertaire. Format : 117 x 160. Prix : 25 F l'unité ; 1 F au-dessus de 50 exemplaires.

A partir du samedi 5 novembre 1983, la même affiche (de format : 44 x 56) sera disponible à la librairie du Monde libertaire. Prix : 5 F l'unité, 0,30 F au-dessus de 10 exemplaires.



Notre station a besoin, et aura toujours besoin, du soutien politique et financier de tous ceux qui se battent pour l'expression du mouvement anarchiste.

Le 13 décembre 1983 marquera une date importante dans la vie de Radio-Libertaire. Ce jour-là, à l'espace B.A.S.F. (métro : Balard), Léo Ferré donnera un spectacle spécialement conçu pour notre radio. Il dépend de chacun d'entre nous que ce rendez-vous avec Léo Ferré soit une des grandes fêtes de Radio-Libertaire.



Affiche éditée par l'Administration. Prix : 5 F l'unité, 0,85 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 92 X 65.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977 /
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

communiqués

• Un groupe est en formation sur La Défense (92) : Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires sur ce quartier peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

• Le groupe d'Angers de la F.A. vient d'éditionner une brochure intitulée : « Anarchisme, écologie, luttes anti-nucléaire ». Elle est en vente, au prix de 15 F + frais de port. Pour toute commande s'adresser au groupe d'Angers c/o La tête en bas, 17, rue des Poëliers, 49000 Angers ; ou bien à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe Varlin (Paris 15^e) tient une vente du Monde libertaire tous les vendredis de 18 h 30 à 20 h, au métro Saint-Michel.

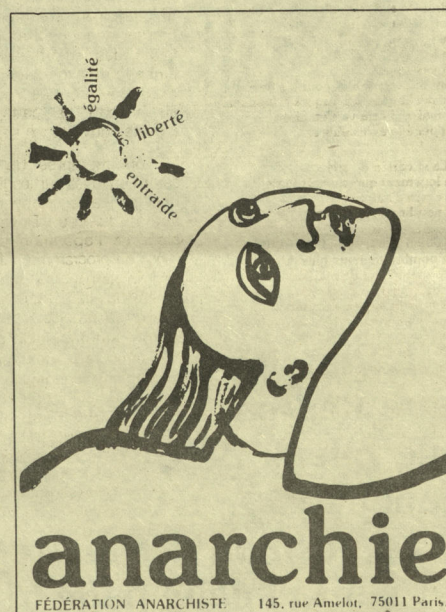
• Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse-Rambouillet) informe les sympathisants de la région qu'il tient deux ventes du M.L. :
 - au marché des Ulis : le dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
 - au lycée d'Orsay : le lundi à midi.

• Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse-Rambouillet) organise le 22 novembre à 20 h 30, salle n°1 — 2, rue Dubuc à Rambouillet — une réunion-débat, sous l'égide de l'association la Pensée libertaire de Rambouillet, sur le thème : Espagne libertaire 1936-1939. La réunion sera précédée de la projection d'un montage audiovisuel. Des camarades de la C.N.T. espagnole, des camarades de la C.N.T. française participeront au débat.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, En bref, Protocole Hernu-Savary, Clinique des Orangers — PAGE 4 : L'autogestion, Election et C.G.T., Socialos encore un effort — PAGE 5 : Insoumis, Procès d'un insoumis, Les Puces — PAGE 6 : Education nationale, Lycéens rouennais — PAGE 7 : Films d'intérêt anarchiste — PAGE 8 : Dans le monde, Afghanistan — PAGE 9 : Informations internationale — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Expression — PAGE 12 : Beyrouth.

éditions



Poster édité par la commission imprimerie (noir et rouge, sur fond jaune). Prix : 15 F l'unité. Format : 44 x 56.

enbref...enbref... APPLICATION DU PROTOCOLE

HERNU — SAVARY

À LAON

DANS le cadre du protocole signé par Hernu et Savary entre l'armée et l'école, la hiérarchie militaire et l'inspecteur d'académie Kléber Loriau invitaient le 8 octobre 1983, six cents élèves des établissements scolaires de Laon (Aisne), au camp militaire de Sissonne. A Laon, on ne lésine pas avec l'application du protocole, et on ne s'embête pas à y mettre des formes. Aussi, ce départ ressemblait plus à un enlèvement qu'à autre chose.

Inutile ainsi de prévenir les représentants de parents d'élèves, les organisations syndicales... Le collectif départemental pour l'abrogation du protocole d'accord Hernu-Savary, au sein duquel la Fédération anarchiste est très active, entreprit aussitôt d'informer la population. S'ensuivirent nombre de communiqués de presse envoyés aux journaux locaux (1). Des tracts furent tirés et distribués aux lycéens, des lettres de protestation envoyées à M. K. Loriau, dénonçant l'utilisation faite de sa fonction pour assurer le plein succès de cette opération. Une proposition d'animation de débats contradictoires sur l'armée et la paix, émanant du collectif, parvint à tous les chefs d'établissement du second degré du département. Soyons sûr que M. K. Loriau s'empressera de soutenir l'initiative du collectif avec autant de ferveur que dans sa lettre du 16 septembre 1983 adressée aux chefs d'établissements de Laon où il demandait aux proviseurs — à propos de la journée porte ouverte du 8 octobre 83 — « de bien vouloir faire le maximum pour que la totalité de ce contingent (2) soit présente ». Devant la rapidité des événements et dans l'incapacité matérielle de prévoir une réponse massive, le collectif, dans un communiqué de presse, dénonce cette manipulation des enfants, livrés par l'inspecteur d'académie aux mains de l'armée, et appelle au boycott de cette journée « portes ouvertes ».

Trois membres du collectif seront envoyés sur les lieux avec une pancarte « observateur » autour du cou. Devant l'ampleur de l'opération et l'innocence du programme, il ne s'agissait de rien moins que d'assister à un lancement « fictif » (merci de préciser) de missiles Pluton, autrement dit de banaliser aux yeux des enfants le maniement d'engins d'extermination, la Fédération anarchiste a préféré être plus offensive. Elle s'est jointe à de nombreuses personnes « pacifiques, mais déterminées » qui se sont spontanément rassemblées devant la cité scolaire Lenain où un des nombreux cars de l'armée attendait les élèves. C'est donc à la barbe des militaires, des fils et des R.G. que la journée « portes ouvertes » de Sissonne a commencé par la lecture du tract bien connu « pas d'armée à l'école ».

Le car étant bloqué entre

deux voitures, les « forces du désordre » durent faire appel à force renforts et à une dépanneuse réquisitionnée. La voiture d'un militant de la F.A. proprement embarquée, le car put partir bien en retard, mais ce n'était pas fini. Il lui faudra plus d'une heure pour couvrir les quinze kilomètres qui séparent Laon de Sissonne. Malgré l'acharnement de la gendarmerie, il y eut toujours une voiture « en rodage » devant le cortège de cars, bref, ce fut une belle pagaille sur les routes de Laonnois. Quand « aux observateurs » du collectif montés dans les cars, ils furent proprement virés par les flics... à la sortie de la ville.

Nous voilà enfin à Sissonne, après pour certains, trois vérifications d'identité (sur quinze kilomètres... excusez du peu). Encore quelques tracts distribués, surtout aux bidasses, puisque, et il faut s'en réjouir, bien peu de civils (de l'avis même d'un haut dignitaire de l'armée) s'étaient déplacés... Débat houleux, pendant plus d'une heure au stand de recrutement de l'armée, ponctué par le tir du missile, on souhaite qu'aucun Boeing ne se trouvait dans les parages...

Pour clore cette horrible journée, la gendarmerie crut bon, avant la sortie du camp militaire, d'intercepter la voiture d'un militant F.A., de lui trouver un pneu un peu plus lisse que les autres. Il y avait l'acharnement thérapeutique, il y a maintenant l'acharnement policier et militaire sur « l'ennemi intérieur ». Un peu plus loin, la voiture des « observateurs », sur ordre du « haut commandement » était passée au crible... ou en revue, comme on voudra, par les temps qui courent.

Les militants de la Fédération anarchiste seront partout présents pour lutter contre la militarisation de la société, comme aujourd'hui en luttant pour l'abrogation du protocole Hernu-Savary. L'armée, au service des Etats de droite comme de gauche, est toujours « le dernier recours » contre les luttes pour le changement social. Le peuple polonais il y a deux ans, le peuple chilien il y a dix ans, en savent quelque chose. N'attendons pas la mise en application des ordonnances de 59 qui donnent légalement la possibilité au gouvernement d'en faire autant... en France.

Dès aujourd'hui, rejoignez les anarchistes pour l'édification d'une société libertaire débarrassée de ces parasites que sont l'Etat et son support, l'armée.

Dominique

(1) Notamment ceux de l'U.I.B.-C.F.D.T., des parents d'élèves qui dénoncent l'unilatéralité de l'application du protocole d'accord et celui des éducateurs du Centre d'orientation et d'action éducative de Laon qui disent que « dans une société où la violence est présente aussi bien dans la vie courante qu'à travers les médias, il nous paraît scandaleux qu'une telle opération (démonstration de violence froide et sophistiquée) soit organisée et chapeautée par une administration dont le rôle est l'éducation d'enfants ».

(2) Contingent : il s'agit en l'occurrence du nombre d'élèves « invités » par l'armée !

Editorial

LE rôle de la force multinationale à Beyrouth ne fait plus illusion depuis longtemps. Les interventions des aviations françaises et américaines, appuyées par la flotte des Etats-Unis, aux côtés de l'armée libanaise durant la guerre du Chouf ont transformé cette « force de paix » en « force de guerre » ; l'appui répété et sans nuance de Reagan pour le gouvernement chrétien d'Amine Gemayel a creusé les antagonismes. C'est cela qu'ont payé près de trois cents soldats français et américains dans un carnage supplémentaire pour un pays déchiré par les guerres de factions attisées par les intérêts impérialistes.

Mitterrand cherche à se dégager diplomatiquement des positions américaines au Liban, tout en sachant pertinemment que le contingent français serait désarmé sans la présence de son homologue américain. En ce sens, le débarquement des troupes des Etats-Unis à la Grenade est une aubaine pour le gouvernement français.

La réprobation quasi unanime qu'il a engendré, y compris celle de Mitterrand, a permis à ce dernier de prendre du recul vis-à-vis de Reagan en affirmant « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » — on peut se demander au passage à quel droit du peuple il est fait allusion lorsqu'il s'agit d'un coup d'Etat militaire comme celui qui a porté un général au pouvoir à la Grenade, provoquant ainsi le courroux américain. Le contingent français au Tchad n'empêche-t-il pas, dans cette logique, le peuple tchadien à librement disposer de lui-même ?

L'offensive américaine à la Grenade, intervenant peu de temps après la destruction du Boeing sud-coréen et au lendemain de l'attentat de Beyrouth, participe bien évidemment à la montée de la tension internationale, mais qu'il ne faut néanmoins pas surestimer, compte-tenu du fait que le monde est bel et bien partagé en zones d'influence : les caraïbes sont sous influence américano-anglaise, tout comme le Tchad fait partie de l'ère d'influence française.

Il s'agit d'une intervention dans le plus pur style impérialiste, ce qui n'a pas échappé à une extrême gauche qui a tout à coup retrouvé le goût des slogans tiers-mondistes qu'elle avait oublié le temps de quelques interventions soviétiques en Afghanistan ou vietnamienne au Laos ou au Cambodge. Le problème n'est donc pas de savoir si Reagan a voulu laver « l'affront » de Beyrouth et prouver qu'il est décidé à frapper n'importe où dans le monde ou si, au contraire, l'attentat de Beyrouth a été, pour lui, l'occasion inespérée de régler la question de la Grenade.

La prestation de Reagan, justifiant sa décision par « un souci de défendre la démocratie » a d'ailleurs dû faire sourire plus d'un de ses dictateurs protégés d'Amérique centrale et latine.

Ce qui est certain, c'est que national ou impérialiste, l'engrenage militariste continue de broyer les peuples. Il nous faut exiger le retrait des troupes d'intervention partout dans le monde, à la Grenade ou au Liban, au Tchad comme en Afghanistan. Mais nous ne pouvons nous en arrêter là. Notre combat aura atteint son but lorsqu'auront disparus les derniers soldats, les derniers mercenaires ou phalangistes.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA CLINIQUE DES ORANGERS

LES travailleurs de la clinique des Orangers à Mérignac (Gironde) sont en grève depuis lundi 3 octobre 1983. Ils ne veulent plus d'une médecine au rabais.

• Les agents des services hospitaliers, les aides-soignantes ne veulent plus effectuer d'actes para-médicaux (piqûres, distribution de médicaments en gouttes...).

• Les dimanches et jours fériés, il ne reste dans certains services que des agents de service sans même une infirmière.

• La réorganisation du travail loin de mettre un terme à ses pratiques ne peut que les ren-

forcer.

• Après cinq années d'ancienneté, une aide-soignante ne touche que 3 200 F par mois.

Avec la section syndicale C.N.T., la grande majorité du personnel (50 à 80% selon les équipes) poursuit la lutte, et a organisé le samedi 18 octobre une manifestation.

Section C.N.T. de la clinique des Orangers

Au moment où nous bouclons le journal, nous ne connaissons pas encore l'issue de cette lutte où nos camarades de la C.N.T. françaises sont partie prenante.

Le M.L.

• L'Union pacifiste de France tiendra son congrès les 11 et 12 novembre à Villeurbanne. Comme il est souligné dans le communiqué de l'U.P.F., ce congrès se tiendra dans la ville dont le maire est ministre de l'Armée. L'U.P.F. abordera des thèmes qui lui sont aussi chers que d'actualité : protocole Hernu/Savary, les ordonnances de 1959 et la campagne pour leur abrogation. Lieu du congrès : locaux de la M.A.J.O. 2, impasse Métral. 69100 Villeurbanne.

• Ainsi squattent-ils, amen ! Problème du logement, racisme et cohabitation, justice, etc. vous trouverez tout cela dans ce nouveau mensuel sur les squats d'ici et d'ailleurs. Le n°1 d'octobre est paru. En vente à la librairie du Monde libertaire ou au 105, rue de Crimée, lieu d'animation bien connu des squatters.

• Le journal *Bankalement* votre reparait sous forme d'affiche, avec au verso des articles. Disponible à la librairie du Monde libertaire, au prix de 25 F. Ce numéro est essentiellement imprimé en soutien. Pour tout contact : *Bankalement* votre 36, rue des Haies. Paris 20°. Tél. 373.80.98.

• La pensée libertaire s'exprime aussi sur Radio-Village, 103,8 MHz.

• Les 29 et 30 octobre a eu lieu à Malville une manifestation antinuclear pour protester contre la construction de Superphénix qui continue. En effet, puisqu'il y a en France trop d'électricité, les signataires arrivent à la conclusion que si Superphénix intéresse toujours l'E.D.F., c'est uniquement pour le plutonium produit dont les militaires apprécient la qualité.

• Le n°45 de *Liberecena ligilo* (anarchistes espérantistes) est paru. Au sommaire : Le congrès de Linz, bilan et avenir du mouvement de résistance en Pologne, les radios libertaires à travers le monde. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

• Le Syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri P.T.T. du Rhône s'élève contre une note de service adressée aux travailleurs de nuit. Cette circulaire interdisait les « pausettes » en dehors de la pause officielle. Or ces « pausettes » sont indispensables pour les ouvriers qui déchargent les wagons à bestiaux. Travail qui cela va s'en dire est pénible et insalubre.

• La situation de crise du logement que connaît Paris ne cesse d'empirer. Le nombre de logements vacants ne cesse de croître : 43 000 en 1962, 165 000 en 1982. Un nombre toujours plus impressionnant de mal-logés : 80 000 officiellement enregistrés. Les occupants-rénovateurs du 19^e arrondissement de Paris organisent une réunion le mardi 8 novembre à 20 h, au C.L.E.S. : 105, rue de Crimée. Paris 19^e, métro Laumière, pour débattre de tous ces problèmes.

LÉO FERRÉ
CHANTE POUR
RADIO-LIBERTAIRE
LE 13 DÉCEMBRE 1983 — 20 h
ESPACE BASF — M^e BALARD

IL EST PRUDENT DE RETENIR VOS PLACES
DÈS AUJOURD'HUI À LA LIBRAIRIE DU
MONDE LIBERTAIRE, 145, RUE AMELOT,
PARIS-11^e.

SOCIALOS, ENCORE UN EFFORT POUR FAIRE DU SOCIAL!

DEPUIS qu'ils se sont emparés du gouvernail de l'Etat, les socialistes ne savent plus à quel saint capitaliste se vouer : de nouvelles brèches de la trésorerie nationale apparaissent sans cesse et leur colmatage est sans cesse différé. Considérons par exemple les « nationalisations », opérées dans le vieil esprit marxiste — la sacro-sainte collectivisation des moyens de production —, cela autant pour contenter les exigences doctrinales que pour caser au sein de l'appareil de gestion tous les petits copains technocrates brûlant, depuis belle lurette, de l'envie de faire leurs preuves, sans être gênés dans leur entournures par le « capital financier ». Ces nationalisations ont provoqué, par le dédommagement des actionnaires, le gouffre budgétaire actuel et à venir ; ce dont un capitalisme intelligent aurait pu se passer, tout en parvenant aux mêmes fins, en prenant uniquement la majorité de contrôle des entreprises par le biais de la participation de l'Etat. Finalement, seuls les actionnaires et capitalistes en auront été les bénéficiaires à brève et longue échéance. Les socialistes ont démontré ici encore leur vanité à vouloir gérer le capital mieux que les capitalistes. Mais ce n'est pas tout, une fois la bonne soupe servie à toute la clientèle de parti et à celle supposée l'être électoralement, le char de l'Etat « rose » n'a plus d'huile pour rouler et a maintenant recours à la recette classique : imposer ceci et cela, freiner la hausse des salaires et le pouvoir d'achat, ce qu'au grand jamais, les gouvernements de droite précédents n'avaient osé faire avec tant d'impudence. D'accord, c'était à prévoir et cela ne nous étonne pas outre mesure. Mais où sont les grandes promesses électorales d'avant mai 1981, qui pourraient nous aider à distinguer le barrisme de « gauche » de celui de droite ? Où sont les grandes réformes promises, la qualité de la vie et autres balivernes déversées à grand torrent d'éloquence, il y a si peu de temps ? Celles qui devaient conduire à une rupture avec le système capitaliste ? Rien de tout cela à l'horizon, ma bonne sœur Anne, maintenant, on parle sérieux : rigueur, austérité, déficit ou excédent commercial avec l'étranger. Faut plus rêver désormais, car les échéances électorales se rapprochent vite.

Le congrès du P.S. de Bourg-en-Bresse, qui vient de se tenir, nous administre la preuve de ce soudain réalisme ; même Rocard, supposé être le plus avancé socialement, serre les fesses avec les

caciques mitterrandistes du parti, diable, c'est qu'il tient à son image de « présidentiable ». Il n'y a que le C.E.R.E.S. — le cheval de Troie du P.C. — qui fait mine de critiquer par ci par là, surtout sur l'affaire des Pershing et de l'atlantisme mitterrandiste ; beaucoup moins sur les S.S. 20 du Kremlin, bizarrement.

Dire qu'il avait été auparavant question de la gratuité de la médecine, des 35 heures hebdomadaires en 1985 et autres peccadilles agréables pour ceux qui triment et pour ceux qui n'ont pas envie de trimer « idiots ». Si ma mémoire est bonne, il avait même été question de supprimer la 1^{ère} classe dans les transports — distinction quasi-unique en Europe. Le ministre des transports et le président de la R.A.T.P., tous deux membres du P.C., n'en ont plus recasé ! Bien sûr, ils ont d'autres chats à fouetter maintenant, pensez donc, avec tous ces resquilleurs ! Pendant ce temps, l'ex-ministre gaulliste Peyrefitte se permet lui, de les instaurer — ces transports en commun gratuits — dans sa bonne ville de Provins ! On savait depuis longtemps, en particulier depuis l'enquête statistique de Paul Reclus (le neveu d'Elisée et d'Elie) que le métro à Paris serait plus rentable gratuit que payant, mais nos socialistes et cocos n'en ont rien à braire. Pour eux, logique du profit oblige, les cochons de payants restent toujours les mêmes.

D'ailleurs, par syndicats croupions interposés — C.G.T. et C.F.D.T. — ils ne pensent qu'à faire avaler les amères pilules du renchérissement continu de la vie et de l'extension du chômage. La paix sociale est à ce prix, mes frères ; au fait, quel accord avaient passé Séguéy et Mitterrand, il y a deux ans, lorsque le premier nommé était allé négocier une subvention-rallonge pour combler le trou de plusieurs centaines de millions de centimes, afin d'achever le luxueux palais de la C.G.T., à la Porte de Montreuil ? Les roquets cégétistes aboient en sourdine ces temps-ci — étonnant, non ! Quant aux C.F.D.Tistes, ils soutiennent l'« effort d'assainissement » de l'économie entrepris par le « gouvernement de gauche ».

Peuchère, la socialisation et le social débute toujours par les sommets, selon la théorie bien connue de la « lutte des places ». Quant à la base, elle est faite pour soutenir et morfler sans cesse, du moins tant qu'elle se résigne à subir cet état de choses.

A. Skirda

ÉLECTION ET C.G.T.

Plusieurs reprises, dans notre hebdomadaire autant qu'à Radio-Libertaire, nous avons souligné combien grand était le risque de soumettre les organisations syndicales à une élection de type quasi-parlementaire, au cours de laquelle s'exprimeraient beaucoup de non-salariés. Imaginons le résultat d'une consultation de même nature pour des organisations telles les sections de l'A.I.T. de 1864 ou la C.G.T. de 1910, qui pourtant ont pesé lourd dans le mouvement ouvrier. La force, l'impact social et l'enracinement de la finalité du syndicalisme sont mesurables dans la capacité revendicative, le degré d'organisation... C'était un piège, c'était même un bon piège puisqu'il s'est refermé autour de ceux qui l'avaient construit. En tout cas, se trouver dans la situation de constater, et des millions de travailleurs l'ont fait, qu'ensemble la C.F.T.C. et la C.G.C. représentent plus de 28% des voix — 4 010 501, plus que la C.G.T. qui s'est créditée de 3 996 361 suffrages — suscite le doute sur la compétence de ceux qui nous dirigent, y compris de leur propre point de vue. A moins que l'affaiblissement de la C.G.T. soit un objectif prioritaire...

Mais la C.G.T. s'est-elle réellement affaiblie ? Son image de marque, oui ; l'impression de force considérable qu'elle donnait au public est-elle amoindrie ? Sans aucun doute. Il reste les militants, l'appareil, et la confiance de beaucoup de travailleurs.

Pourtant des choses doivent se dire, Porte-de-Montreuil, ou rue Bouret. On doit reparler du quarantième congrès, celui de Grenoble, et de l'intervention de Georges Séguéy : «... il faut nous interroger, sérieusement et sans complaisance pour nous-mêmes » ; ou bien « il est des habitudes, des méthodes... qui sont devenues des routines paralysantes, restrictives de l'activité de masse, de nature à nourrir des manifestations d'étroitesse, voire de sectarisme, nuisant à l'autorité de la C.G.T. et à son caractère démocratique. Si la démocratie syndicale dont nous nous réclamons n'est pas un dogme mais une conception fondamentale déterminante de toute notre pratique syndicale, il faut être conséquents avec nous-mêmes et confronter tous les aspects de notre activité aux règles qu'elle comporte ; ou enfin « nous rencontrons trop souvent de la résistance surtout dans les cas où l'habitude est prise de travailler, de diriger entre militants de la même opinion politique ».

Etre la C.G.T. telle qu'elle se définit, avait conclu Séguéy. On connaît la suite, tant sur les affaires internationales que de fonctionnement interne. Les virages ratés se paient cher.

D'aucuns pourraient penser que les anarcho-syndicalistes se réjouissent de telles évolutions ; les anarcho-syndicalistes savent qu'en dernière analyse le sort fait aux travailleurs est la conséquence de leur degré d'organisation et de détermination, de leur force sociale. La C.G.T. — que nos anciens ont construite contre la bourgeoisie et les réformistes — participe de ce rapport de forces. Et ce qui est véhiculé par la C.G.C. et la C.F.T.C. est dangereux. L'abandon de toute conception de classe est le plus dangereux.

Le vide qui se crée sera rempli ; c'est un défi pour tous ceux qui se réclament de la lutte de classes, un défi qui s'adresse à nous en priorité.

J.T.

L'AUTOGESTION : UNE BAUDRUCHE MOLLE ET PERNICIEUSE

AU cours du colloque international sur l'autogestion, organisé à Carcassonne les 15 et 16 octobre par le C.E.R.E.L. (1), les échanges furent parfois vifs sans jamais quitter le terrain de la courtoisie. Ainsi un auditeur a pu, sans créer d'incident, affirmer brutalement son opinion : « *Autogestion ! Piège à cons !* ». Pourtant de nombreuses franges d'ambiguïté entourent encore ce mot qui passe de mode.

Parmi la soixantaine de présents, personne n'a cherché à défendre l'autogestion selon saint P.S.U. et sainte C.F.D.T., son objectif intégrationniste apparaissant clairement pour tous, mais il sembla difficile de faire admettre la filiation pourtant aisément démontrable entre cette autogestion et la doctrine sociale de l'Eglise dont elle constitue le principe de subsidiarité, ainsi que son parallélisme inquiétant avec les « projets » fascistes.

Un camarade de la Fédération anarchiste ne souleva malheureusement pas l'enthousiasme en posant la seule question essentielle : « *S'agit-il d'utiliser l'autogestion pour abattre l'Etat ou bien d'abattre l'Etat pour instaurer l'autogestion ?* ». Il se prononçait bien entendu pour la seconde branche de l'alternative. La formulation est provocatrice, l'emploi de « gestion directe » eut été préférable la seconde fois, mais c'était bien le cœur du débat.

Un mot, même commençant à se démoder, peut contenir

une telle charge subjective — surtout quand il a été, comme celui-là, amplement manipulé par la peste émotionnelle — qu'on le plaque, par paresse intellectuelle, sur tout et n'importe quoi ; notamment sur des coopératives ou sur ces « lieux de vie » dont la dénomination tend à nous culpabiliser en essayant de nous faire croire qu'ailleurs on ne vit certainement pas.

Qu'on cherche à faire vivre des enfants présentant des handicaps psychiques autrement qu'en les enfermant, c'est une entreprise louable au moins dans ses intentions. Pourquoi alors la théoriser en usant d'un vocabulaire mystique et/ou mystificateur ? Toutes les variations sur « être ou avoir » représentent autant d'images d'Épinal métaphysique où le « bon curé » combat le « méchant capitaliste ». Merci.

Quand on oublie les fondements matérialistes (non dialectiques) de l'anarchisme, quand on oublie que nous ne sommes que fonctionnement, transferts de matière et d'énergie, on débouche presque automatiquement sur un idéalisme mystique, donc sur une position essentiellement réactionnaire.

Quant à la prétendue « autogestion des désirs » elle rappelle étrangement les thèses circulantes dans les milieux anarchistes il y a bientôt un siècle et sujettes depuis à des apparitions et disparitions périodiques. Comme quoi on peut autogérer la réinvention du fil à couper le

beurre. Présenter en 1983 le « communisme amoureux » comme un nouveau qui doit révolutionner les rapports humains, faut l'faire !

Une discussion antédiluvienne sur la rotation des postes et le refus de la spécialisation fit tout de même apparaître l'accord de certains — opposés par ailleurs — sur la distinction nécessaire entre compétence et hiérarchie, un auditeur « bête ment matérialiste » signalant qu'ayant été victime il y a trois ans d'une crise d'appendicite aigüe, s'il ne s'était pas trouvé à proximité un spécialiste pour lui ôter cette saloperie il n'aurait plus l'occasion de participer à des débats.

Cette discussion antédiluvienne fit aussi réapparaître des vibrations situationnistes. Se réclamer des situs, aujourd'hui, c'est tout de même bien ringard. Le talent indéniable de certains d'entre eux leur a permis de masquer la vacuité de leur discours. Certains, et non des moindres, s'y sont faits prendre, il y a bien longtemps, comme des mouches à un papier gluant, mais qu'on laisse maintenant tout ce beau monde bien parisien en paix, et nous avec.

Autogestion ou gestion ouvrière ? Maurice Joyeux, dans une brochure parue il y a quelque temps, remplace bien le débat. Le néo-corporatisme et d'autres choses pointant souvent leur nez à travers de belles idées !

Marc Prévôt

(1) Centre d'études et de recherche sur l'expression libre, B.P. 49, 11300 Limoux.

PROCÈS D'UN INSOUMIS

PARCE qu'il n'a pas rejoint la caserne de Landau (R.F.A.) en avril 1983, Thierry Maricourt, militant libertaire, comparait le mercredi 26 octobre devant la 10^e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris.

Il était inculpé « d'insoumission en temps de paix ». La salle d'audience était comble, et de nombreux sympathisants durent rester à l'extérieur. Cette mobilisation explique sans doute que Thierry Maricourt ait pu s'expliquer sur les motifs de son insoumission.

« Que signifie insoumission en temps de paix ? » a-t-il déclaré.

« La France est le premier producteur d'armes dans le monde par habitant, la France fournit des armes à toute la planète, la France envoie des soldats se faire massacrer au Liban ou ailleurs... Sommes-nous réellement en temps de paix ? »

« Je ne veux pas cautionner l'Etat français qui n'hésite pas à employer la répression lorsqu'il se sent menacé. Faire une année de service militaire ou deux années de service civil, au fond, cela revient au même. De quel droit, de quel devoir, rendre un service à l'Etat ? J'aurai très bien pu naître en Argentine ou en U.R.S.S. et dans ce cas il me faudrait soutenir ces régimes ? »

« Les dépenses d'armement sont sans cesse en augmentation. Pendant ce temps les pays du Tiers-Monde sont en proie à la famine. Ne comptez pas sur moi pour soutenir cela. »

Il est bien évident qu'il ne faut se faire aucune illusion sur le fait que Thierry Maricourt ait pu s'exprimer durant son procès. Ce qui

est théoriquement tout à fait normal mais trop rarement appliqué.

Ensuite Maître De Félice, avocat de Thierry, a fait sa plaidoirie. « C'est un débat d'idée, un débat d'opinion qui se joue ici. Je déplore qu'il ait pour cadre un palais de justice », ajoutant : « c'est grâce à des individus qui contestent l'ordre établi qu'une société peut évoluer et progresser. Dans certains pays, on emprisonne ces individus. Va-t-on en faire de même en France ? Il est inadmissible d'incarcérer quelqu'un pour délit d'opinion. Je demande la relaxe de Thierry Maricourt ».

Le procureur a requis un an de prison ferme, l'avocat a demandé la relaxe... le jugement sera rendu le 16 novembre, même heure, même endroit.

Dès à présent un large soutien s'est déjà manifesté. 1 500 signatures sont arrivées au tribunal, demandant la relaxe de Thierry. A cela il faut ajouter de nombreux télégrammes et lettres de soutien. Plusieurs artistes également apportent leur soutien : Catherine Ribeiro, Serge Livrozet, Gil Cerisay, J.-R. Caussimon, Gilles Servat, Castelhemis, J.-M. Le Bihan, Fr. Solleville, Francis Lalanne, Catherine Lara, Julos Beaucarne, Léo Ferré, etc.

Jusqu'au 16 novembre, vous pouvez envoyer lettres et télégrammes de soutien au président du Palais de justice de Paris, 10^e chambre correctionnelle, Tribunal de grande instance ; ainsi que livrets militaires et cartes d'électeurs au : G.A.A., B.P. n°7, 80330 Longueau.

Gr. d'Amiens

INSOUMISSION

APRÈS avoir obtenu le statut d'objecteur — demandé quelques mois avant que Mitterrand ne chausse les pantoufles de Giscard — nous avons, en rusant, retardé le plus possible l'échéance de l'affectation. Au bout d'un an les marionnettes nous ont considéré comme insoumis, puis ils sont revenus sur leur jugement à cause de la nouvelle loi relative à l'objection de conscience (entre autres, deux années sous la tutelle du ministère du Temps libre — troisième affectation « proposée » — quelle ironie !).

Seconde chance : nouveau mutisme de notre part. Et le 20 octobre, Jehan reçoit sur son lieu de travail, la visite de gendarmes qui lui remettent un ordre de route. Ils passent chez mes parents, mais j'ai changé d'adresse.

Menaces habituelles, intimidation : si nous ne rejoignons pas notre affectation le 7 novembre (1) nous y serons conduits sous escorte, après avoir été recherchés.

Nous avons demandé le statut pour dire bien haut que nous sommes hostiles à l'armée et pour échapper à cet « Etat dans l'Etat », mais nous refusons aussi toute autorité, tout ce qui prétend prendre en charge l'individu libre !

Nous sommes anarchistes et pour vivre comme tels, nous ne souhaitons pas attendre la nuit des temps.

Nous sommes contre cette société autoritaire, aussi il est parfaitement logique que nous ne lui offrons aucun service !

Nul Etat, nulle force ne peut nous obliger à céder à ses caprices.

Les condamnations pour insoumission équivalent à celles pour délit d'opinion ! Comment mieux bafouer la liberté tant prônée cependant par les dirigeants ? Et d'ailleurs, nous nous demandons ce que ces derniers pensent réellement des êtres soumis, de la soumission synonyme d'asservissement, d'esclavage et qui nous vient du latin *submitto* : « action d'abaïsser » !

Didier Le Bornec
Guy Jehan

Contacts : librairie
du Monde libertaire

RÉVOLTE AUX « PUCES »



Photo Geneviève Beauzée.

LES clochards ne votent pas, les clochards ne paient pas d'impôts, les clochards n'intéressent donc pas les princes qui nous gouvernent, ils ne leur sont pas utiles ; en plus de leur utilité certains réussissent à se suffire à eux-mêmes, ne demandent rien à personne et passent dans la vie sans aucune dépendance vis-à-vis des institutions. Alors, ceux-là dérangent et il faut bien leur faire sentir que ces autorités qu'ils ignorent, peuvent prendre un plaisir sadique à les écraser, pour prouver qu'elles existent.

Il est donc une catégorie de traîne-savattes qui, toute la nuit, visitent les poubelles de la capitale pour y récupérer des objets jetés et encore de bon usage, qui deviennent légalement leur propriété. Ils s'appellent entre eux « biffins » et vendent leurs marchandises sur les marchés aux puces de Paris, où ils font la joie des antiquaires, qui peuvent leur acheter à des prix dérisoires des objets parfois de grande qualité.

Pour la « biffe », un marché très important est celui du Kremlin-Bicêtre. Seul marché en milieu de semaine, il est indispensable pour leur survie : le produit des ventes étant maigre, celles du week-end ne suffisent pas pour subsister.

Le 1^{er} juin, le nouveau maire de Kremlin-Bicêtre promulgue un arrêté municipal supprimant les puces des indigents le 1^{er} juillet. Le marché de la biffe est supprimé, ses vendeurs sont évacués par les flics.

C'est alors qu'un biffin se révolte, fonde une association S.O.S.-Survie (1), se trouve des alliés parmi les commerçants, et rencontre un avocat : Maître Coudray prêt à défendre cette cause. S.O.S.-Survie dépose un recours devant le tribunal administratif de Paris et la vente continue à la sauvette. La mairie pratique l'escalade et le mardi 27 septembre les flics arrivent sur le marché accompagnés d'un adjoint au maire et d'une benne à ordures dans laquelle sont jetées les marchandises qu'ils arrachent aux biffins. Une passante s'est même vue arracher son sac à main et son panier à provision qui ont suivi le même chemin. Elle est tombée en syncope et a dû être transportée à l'hôpital.

Depuis tous les mardis et jeudis, le même scénario se reproduit. Pourtant les clochards célestes ne désarment pas et leur association a déposé une plainte devant le procureur de la république pour vol.

Une première étape de cette affaire se jouera le 16 novembre devant le tribunal administratif de Paris à qui S.O.S.-Survie demande un sursis à exécution. Nous saurons ainsi bientôt si cette société considère que tous les êtres humains ont droit au respect et à la vie, ou si elle estime que certains d'entre eux sont juste bons à être jetés dans des bennes à ordures.

Servin

(1) S.O.S.-Survie : 89, avenue de Fontainebleau. 94270 Le-Kremlin-Bicêtre. Tél. 672.31.70.

LES dernières propositions de Savary concernant l'enseignement privé sont donc tombées. Rien de bien neuf, sinon qu'elles confirment l'orientation définie par les précédentes propositions qu'il avait formulées en décembre 82. Un point qui a son importance car il est révélateur du fond du problème : le terme nationalisation avait déjà disparu du vocabulaire politico-syndical, cette fois il n'est même plus question d'unification ou d'intégration...

Processus négocié, volonté de ne pas contraindre, autant d'expressions qui dénotent s'il en était encore besoin que le gouvernement a définitivement plié devant les exigences des tenants de l'école privée (confessionnelle et patronale) et devant leurs démonstrations de force.

La lutte continue donc aujourd'hui pour les laïcs. Les prochaines manifestations dans l'Ouest se feront du côté laïc avec le rassemblement de Nantes du 27 novembre et d'autres manifestations régionales organisées par le C.N.A.L. sur l'ensemble du territoire.

Nous participons et nous continuerons de participer en tant qu'enseignants libertaires et anarcho-syndicalistes à cette lutte, mais nous comptons bien y maintenir notre spécificité pour éviter de tomber dans certains travers. Il n'est pas question pour nous de produire un discours et de s'aligner sur des pratiques qui visent à sanctifier une « école républicaine » qui se retrouverait soudainement parée de toutes les vertus face à une école privée qui, elle, serait censée représenter son antithèse. A nos yeux, il ne peut y avoir d'intervention anarchiste sur ce sujet qu'au travers d'un discours qui pose clairement les problèmes de l'éducation et de l'école dans leur globalité. Nous nous refusons, au nom d'un combat prioritaire, au nom d'une réalité immédiate (la lutte pour la nationalisation) à taire nos analyses sur le système éducatif dans son ensemble.

La lutte des anarchistes dans l'Education nationale passe, et cela est réalisé dans les faits par nos prises de position en tant qu'organisation spécifique ou au travers des structures syndicales où nous militons, par le combat contre l'école confessionnelle et patronale, mais aussi par une dénonciation de « l'école républicaine » comme appareil de reproduction des inégalités sociales et de la société de classes. Il n'a jamais été dans l'attitude historique des libertaires de jeter aux oubliettes cette analyse de l'ensemble du système éducatif au nom d'un combat du moment. Nous nous refusons à entrer dans une tactique gauchiste qui consiste à ne faire apparaître que les problèmes du moment, ou à ne produire qu'un discours circonstanciel, pour mieux masquer l'idéologie qui sous-tend l'ensemble. Là où nous sommes, nous agissons au grand jour, en tant qu'anarchistes et pour les idées qui nous animent.

L'école de l'Etat a été longuement analysée par nos prédécesseurs qui en ont la plupart du temps parfaitement démonté les mécanismes pour que nous puissions, dans le cadre limité de cet article, que renvoyer le lecteur vers nos classiques en ce domaine et, d'une manière plus actuelle, vers le remarquable petit bouquin écrit par notre camarade J.-M. Raynaud (*L'Education libertaire*, éditions Spartacus).

QUELLE INTERVENTION ANARCHISTE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE ?



Affirmer, ou plutôt réaffirmer, qu'aujourd'hui l'école publique n'est pas l'école de la liberté (quoiqu'en disent les slogans de certains laïcs) mais qu'elle est l'école de la discipline, de la soumission, de l'obéissance et de la sélection, ne relève pas, selon nous, de la culpabilisation des enseignants mais d'une quasi-vérité de La Palisse.

Une fois ces préalables fondamentaux posés et affirmés publiquement par une démarche laïque authentiquement libertaire et non pas proche des hystéries du F.U.O. (1) (pardon de F.O.), nous pouvons effectivement passer à l'étude des différentes conceptions scolaires chez les laïcs et de ce qui est proposé, par les différentes parties en présence, sur le terrain de l'école.

L'attitude de notre militantisme anarchiste et anarcho-syndicaliste dans l'Education nationale, une fois réalisé le préalable évident de la disparition des écoles confessionnelles et patronales, est précisément d'œuvrer tout de suite, si cela est possible, à une transformation du système éducatif. Et si, dans ce domaine, il convient d'agir avec la plus grande vigilance, il n'empêche qu'il faut effectivement agir... et là aussi se poser, ou tenter de se poser, les vraies questions : lutter pour plus de moyens, bien sûr, mais pour quoi faire ? Posons des cas concrets : si l'on ne transforme pas les rapports dans l'école avec des classes de trente gamins, il y en aura encore et toujours qui ne la trans-

formeront pas plus avec quinze enfants par classe. Si demain (on peut rêver !), chaque école obtient — comme le réclament les syndicats — un instit. de plus que l'école ne compte de classes, y aura-t-il pour autant ouverture des classes, travail en équipes pédagogiques, essais de définition de projets de travail collectif ? Rien n'est moins sûr.

Donc, pour nous, il ne suffit pas de demander « des moyens pour instruire ». Encore faut-il œuvrer tout de suite pour que l'on change les modalités de cette instruction, avec les moyens adéquats, il va de soi. Refusons de tomber dans le discours de la direction S.G.E.N. qui se prononce pour le redéploiement des moyens existants, pour les tentatives de transformation là où elles s'engagent (gestion de la pénurie). Mais, refusons le discours conformiste qui demande encore et toujours des moyens supplémentaires pour continuer *ad vitam aeternam* un type d'enseignement que nous rejetons.

C'est par les volontés de transformation pédagogique, de redéfinition de la place de l'école dans la cité, de l'intervention des parents que nous montrerons le manque patent de moyens pour tenter une transformation de l'école, transformation qui doit aller, bien sûr, dans le sens de nos objectifs globaux.

Transformer, là où cela est possible (et si cela est possible), c'est, pour nous, démontrer précisément les mécanismes d'aliénation et de reproduction des inégalités sociales, c'est définir les besoins réels dont l'école a besoin pour opérer cette transformation, donc poser les problèmes de l'enveloppe budgétaire ; c'est remettre en cause les structures de fonctionnement interne de cette école (les rapports hiérarchiques qu'elle entretient en son sein par exemple) ou de fonctionnement externe, dénoncer la mainmise des groupes de pression idéologiques qui serait la conséquence de la fameuse gestion tripartite. Mais c'est en revanche redéfinir avec les usagers la place des parents, et pourquoi pas des élèves, dans les conseils d'école. C'est ainsi penser à un travail en équipe pédagogique articulé autour d'un projet qui n'ait rien à voir avec le caractère propre, entendez enseignement spirituel, que lui accole l'enseignement catholique.

Mais, arrêtons là les exemples.

C'est dans ce sens que nous, militants anarchistes et anarcho-syndicalistes, entendons intervenir dans ce débat, actuellement passionné, sur l'école. Un combat implacable contre l'enseignement confessionnel et patronal doit être mené, relié à notre lutte dans l'Education nationale pour faire voler en éclat le conservatisme du milieu et les structures aliénantes qui bloquent tout essai de transformation. Cette transformation ne se fera qu'avec les moyens que nous tenterons d'arracher par la lutte à ce gouvernement, et non par des « redéploiements de gauche » qui évitent de poser les vrais problèmes en matière de répartition du budget.

Patrick
Gr. d'Angers

(1) Front unique ouvrier, regroupement P.C.I. dans la F.E.N.



Un automne Chaud pour Les Lycéens Rouennais.

DEPUIS le début du mois d'octobre, les rues de Rouen, sont presque quotidiennement envahies par les manifs colorées des lycéens de la région rouennaise.

Tout a commencé par une journée « portes-ouvertes » dans les L.E.P. Fayol et Reine-Mathilde de Grand-Couronne, organisée par les professeurs pour montrer à la population l'état lamentable des établissements (fuites d'eau dans les ateliers et les salles, toitures crevées...); par manque de crédits, des salles sont fermées et des engins, dont les jeunes de Fayol devraient apprendre

à se servir, ne fonctionnent pas, faute d'argent pour acheter du fuel. Comme dans de nombreux L.E.P., l'Etat a laissé la situation se dégrader.

Le mardi suivant, le 4 octobre, les lycéens de ces deux L.E.P. décident la grève, et vont manifester devant la préfecture de Rouen, mais que ce soit un préfet de droite ou un commissaire de la République de gauche, le résultat est le même, puisque les flics chargent et matraquent.

Lorsqu'il y a répression, il y a résistance, et les lycéens s'organisent en conséquence, allant dans tous les lycées de la ré-

gion rouennaise. Le lendemain, ils se retrouvent à 1 500 devant la préfecture. Une délégation d'élèves est reçue, mais les revendications sont rejetées.

Le mouvement fait boule de neige, les autres lycéens entrent dans le mouvement avec leurs revendications propres. Et ce sont 3 000 lycéens qui manifestent et les professeurs les rejoignent.

La commune de Grand-Couronne est prête à fournir le terrain et à payer 5% du coût de la reconstruction des deux L.E.P. Elle ne peut pas payer plus, car elle craint une baisse de ses ressources, du fait de la

fermeture de la Chapelle-Darblay et d'A.P.C.

L'Etat, suite au mouvement de grève, a augmenté sa part. Mais le Conseil général et le Conseil régional, dirigés par Lecanuet, ne veulent rien savoir ; c'est juste par choix politique : Grand-Couronne étant une ville de gauche ; n'empêche que ce sont les lycéens qui en pâtissent.

Bref, n'ayant pas obtenu satisfaction, les lycéens continuent le mouvement et entament leur troisième semaine d'action.

Si les trotskystes ont essayé de récupérer le mouvement,

comme d'habitude, ils se sont cassés les dents. Les lycéens restent autonomes et c'est toujours en A.G. que les décisions sont prises.

Ces enfants des L.E.P. sont tous des fils ou des filles de travailleurs. Ils savent bien que, d'ici un an ou deux, ils vont rentrer dans le rang des chômeurs. Aussi, leur lutte d'aujourd'hui, demandant des classes en bon état, c'est une manière comme une autre de dire : « Nous ne voulons pas être des laissés-pour-compte, nous voulons être respectés ».

Jean-Pierre
Gr. de Rouen

Au cours des deux dernières années, une copieuse cinématographie sur des thèmes anarchistes est apparue. Ferrua, auteur notamment d'une brochure sur l'anarchisme et le surréalisme (1), dans un texte relatif au premier symposium international sur l'anarchisme en 1980 (2), prévoyait cette prolifération. Son optimisme n'était pas exagéré, encore que l'image de l'anarchisme au cinéma soit souvent ofusquée par le cliché. Aujourd'hui dans cet article, il dresse, en quelque sorte, l'inventaire des films où apparaissent les anarchistes et leurs idées.

Parmi les documentaires, il faut tout d'abord mentionner *Anarchism in America* (1982) produit par le Pacific Street Film Collective et réalisé par Joel Sucher et Steven Fischler (déjà co-auteurs du *Free Voice of Labour: The Jewish Anarchists*) dont l'avant-première a eu lieu à New-York le 5 février dernier. Ce film a été ensuite présenté au Festival international de Los-Angeles (F.I.L.M.E.X.) et la chaîne de télévision P.B.S. en a récemment acquis les droits. Tourné en 16 mm. et d'une durée de 90 minutes, ce film étudie les aspects ethniques de l'anarchisme américain, en interviewant des militants d'origine italienne, russe, allemande et espagnole, sans oublier les juifs et les chicanos. Parmi les anarchistes interrogés, nous avons le poète Levine, la romancière de science-fiction Le Guin, l'écologiste Bookchin etc., ainsi que la regrettée Mollie Steimer - à la vie aventureuse et héroïque - malheureusement décédée au Mexique avant le lancement du film.

En France, Bernard Baissat a réalisé un excellent film : *Ecoutez Jeanne Humbert*. Le pacifisme de Jeanne Humbert est bien documenté par toute une vie de propagande et de dévouement, et n'a rien en commun avec celui de Philippe et Jeannot, personnages de *Comment se faire réformer* (1978), une comédie de Philippe Clair où deux recrues jouent aux anarchistes en uniforme. Au (faux) folklore anarchiste appartient aussi Elie Openheim, le protagoniste d'*Au bout du banc* (1979), le premier film français du réalisateur hongrois Peter Kassovitz.

Quelques militants anarchistes forment aussi la toile de fond de *Piège à cons* (1979), le dix-neuvième et ambitieux film du niçois Jean-Pierre Mocky. Avec un style très personnel, son courage habituel et un contrôle presque total sur son œuvre (il en est le metteur-en-scène, le scénariste, le monteur, l'interprète) Mocky se penche sur les problèmes cruciaux de la gauche française : Mai 68, manifestations, guérilla urbaine, corruption des partis politiques, répression policière. Mocky, acteur, nous rappelle les rôles de Jean Gabin dans les années 30, sauf qu'au lieu d'être situés dans les milieux de la pègre, ils le sont dans les milieux marginaux et anarchistes.

Peut-on imaginer un détective anarchiste ? Jean Marboeuf l'a fait dans *La ville des silences* (1979). Il est vrai que l'apprenti flic s'attaque à une dynastie d'industriels provinciaux pour en mettre à nu la veulerie, la malhonnêteté et la criminalité.

Un autre type de détectives peu orthodoxes est le Daniel Hammett du film *Hammett* (1982) de Wim Wenders qui aura vite fait de dénoncer la collusion entre police corrompue, magistrature vénales, contrebandiers tout puissants, financiers prévaricateurs, politiciens parasites et maître-chanteurs de tout acabit, et ceci à l'aide des deux seuls êtres au monde en qui il ait confiance : la femme qu'il aime et un chauffeur de taxi anarchiste, membre de l'I.W.W.

Parmi les grandes productions américaines il faut aussi mentionner *Reds* (1981) de Warren Beatty, biographie de l'orégonien John Reed, l'un des fondateurs du P.C. américain, témoin des révolutions mexicaine et russe. Parmi les personnages importants du film, on distingue celui d'Emma Goldman (3) qui, peu vraisemblable par moments, est cependant traitée avec une grande sympathie. Des interview de contemporains de Reed sont intégrés dans le film, dont celles de quelques anarchistes (Henry Miller) ou ex-anarchistes (Will Durant) décédés depuis (ce qui rend les portraits encore plus touchants).

Tourné en 16 mm. mais ayant vite gagné une audience nationale à cause de son succès de critique et de public au Festival de New-York (XVII^e édition) le documentaire *The Wobblies* (1979) n'a pas contenté les militants anarcho-syndicalistes qui l'ont trouvé peu objectif à leur égard. Stewart Bird a entrepris de longues recherches d'archives et a mis ensemble des documents intéressants (affiches d'époque, propagande antisyndicale du patronat - y compris des dessins animés anti-I.W.W. produits par les studios de Walt Disney), mais a eu le tort de faire mourir le mouvement en 1920 et d'ignorer les activités plus récentes de l'I.W.W.

Un documentaire poignant est aussi celui de Rui Gomes, *Bom Povo Português* (1980) qui reconstitue les événements de la révolution des œillets au Portugal entre le 25 avril et le 25 novembre.

A propos du cinéma de Simoes et de ses rapports avec l'anarchisme, on lira avec profit l'interview parue dans *A Ideia* n°11 (été-automne 1978, pages 15 à 33 : « Me-



sa redomda sobre cinema com Rui Simoes e Manuel Serra ».

Un événement cinématographique de l'année 80 fut *O Melalexandros* de Théodoros Anghelopoulos, tourné pendant six mois dans un village macédonien inhabité et couvert de neige. Cinq anarchistes italiens en 1900, croyant fuir les persécutions et pouvoir vivre dans ce qui leur a été décrite comme une commune, finissent par devoir faire face à l'incompréhension de tout le monde.

Incompris et maltraités, seront aussi ces anarchistes espagnols exilés en France en vacances forcées lors de la visite du roi Juan-Carlos en 1976. Cet épisode constitue la trame du film *Vacances royales* de Gabriel Auer, récipiendaire en 1980 du prix Jean-Delmas.

Parmi les nouveaux réalisateurs, il faut aussi signaler Reza Jungmann qui, avec *Etwas tut weh* (Allemagne, 1980) s'affirme d'emblée avec un regard tendre et sensible. Interprète, scénariste et réalisatrice de ce long métrage de 72 minutes, en 16 mm., dont elle est également la productrice, elle y narre l'histoire d'un village et d'une famille dans l'Allemagne de l'époque nazie. Fort probablement autobiographique, le film raconte aussi la vie d'un grand-père anarchiste qui résiste au nazisme, mais refuse dans l'après-guerre une pension de l'Etat, en cohérence avec ses idées.

A signaler quelques autres films que je n'ai pas pu voir mais dont les références indirectes sont assez séduisantes : *La verdad sobre el caso Savolta* (Espagne, 1979) par Antonio Drove ; *O sonho nao acabou* (Brésil, 1980?) de Claudio Khans ; *Ora si tenemos que ganar* (Mexique, 1981) par Raul Kamfer, basé sur un conte de l'anarchiste Ricardo Flores Magon et le film de Michelangelo Antonioni basé sur *L'Aigle à deux têtes* de Jean Cocteau, *Il mistero di Oberwald*.

Bien que moins récents, je voudrais ajouter à la liste deux films mal distribués, dont j'ai pris connaissance récemment. Il s'agit de *El periodista Turner* (Mexique, 1968) et *I. F. Stone Weekly* (Etats-Unis, 1973).

Le premier est l'œuvre d'Oscar Menendez, et son titre original était *México Bárbaro* correspondant au titre d'un livre célèbre du journaliste orégonien John-Kenneth Turner qui joua un rôle considérable dans l'étape préliminaire de la Révolution mexicaine de 1910. Le film est en partie documentaire et contient une interview d'Ethel Duffy Turner (décédée depuis), veuve de John Kenneth et elle-même militante révolutionnaire. Elle y narre sa rencontre avec les frères anarchistes Ricardo et Enrique Flores Magon. Ethel Duffy est l'auteur d'un livre sur cette épopée (qui lui avait été commissionné par le président Lázaro Cárdenas) et de plusieurs manuscrits inédits déposés à la bibliothèque Bancroft de Berkeley.

Le second a été réalisé par le Canadien Jerry Bruck Jr. C'est une reconstitution des activités du journaliste Izzie Stone (s'affirmant lui-même anarcho-communiste) qui, ayant survécu à la chasse aux sorcières de l'époque MacCarthy, avait fondé en 1953 son propre hebdomadaire. Ce film d'une heure a été réalisé à partir d'une recherche de trois ans et d'un montage très ingénieux (des « chutes » représentant les divers présidents des Etats-Unis devant le Congrès, accompagnées de commentaires simultanés de I.-F. Stone en voix off, dénonçant leurs mensonges de manière documentée). C'est non seulement un excellent hommage au courage civique et politique de ce journaliste luttant pour la vérité, mais il est aussi une démonstration éclatante de ce que peut un individu seul contre toutes les forces de la répression conjuguées.

P. Ferrua

(1) *Surréalisme et anarchisme*, en vente à la librairie du Monde libertaire, 12 F.

(2) Cf. le programme cinématographique du Premier symposium international sur l'anarchisme, *Anarchists in films* (Portland : Lewis and Clark College, 1980) en édition romancée, adapté en italien dans *Umanita Nova* n°27 (14 septembre 1980) et en portugais dans *A Ideia*, n°20-21 (hiver-printemps 1981).

(3) Une anarchiste de plus en plus admirée et étudiée de nos jours, et sur qui trois ou quatre ouvrages sont sous presse.

SOUDAN

C'est en septembre dernier que la législation islamique est entrée en vigueur au Soudan, et c'est sur le plan pénal que les nouvelles lois prennent tout leur relief.

En effet, si une amnistie générale pour les détenus a été déclarée à cette occasion, les Soudanais sont à présent passibles, en cas de délit, de la loi de « l'œil pour l'œil » : « Flagellation pour consommation d'alcool, amputation de la main droite pour vol, lapidation pour adultère et décapitation pour meurtre ». Nous pouvons constater une fois de plus la surprenante facilité avec laquelle l'Etat intègre dans son arsenal législatif les lois les plus barbares héritées de la religion. Et les applications de ces réjouissances islamiques ne se sont pas fait attendre : dès la fin octobre, un tribunal condamnait un cambrioleur à l'amputation d'une jambe et d'une main, un autre à l'amputation de sa main droite pour un vol d'une valeur de 1 500 F.

R.F.A.

En août dernier, Gemal Altun, militant de gauche turc, se jetait du cinquième étage d'un immeuble plutôt qu'encourir une extradition et tomber aux mains des généraux qui font régner la terreur en Turquie depuis maintenant trois ans.

Largement répercutée par la presse, ce suicide commandité est un « épisode » des relations entre la R.F.A. et la Turquie. Les travailleurs turcs sont la principale composante de l'immigration en R.F.A., et depuis 1975, des centaines de milliers de ces travailleurs ont été « renvoyés » avec leur famille par le gouvernement de Bonn. Une méthode qui tente bien des Etats. Or le geste de Gemal Altun est directement lié aux accords

entre le ministre de l'intérieur de R.F.A. et la dictature d'Ankara relatifs à la limitation de l'immigration turque : la R.F.A. extradera des opposants turcs en échange d'un abandon par la Turquie, si elle obtient son entrée à la C.E.E. de la clause prévoyant la libre circulation des travailleurs.

Actuellement les groupes néo-nazis travaillent sur le terrain aménagés par le gouvernement de R.F.A., et leurs campagnes contre les travailleurs immigrés turcs, ponctuées de slogans racistes et haineux trouvent des échos favorables jusque chez les supporters de clubs de football, comme on a pu le constater à l'occasion de la rencontre R.F.A.-Turquie à Berlin-Ouest. Les syndicats allemands ont tenté de faire campagne contre la montée xénophobe, mais n'aurait-il pas mieux valu faire preuve d'« internationalisme » en luttant dès le départ contre les mesures gouvernementales ?

SUÈDE

La population de Kynnefjäll empêche depuis 1979 le gouvernement suédois d'effectuer des essais afin de déterminer si le terrain conviendrait à un stockage de déchets radio-actifs.

En avril 1980, les habitants ont créé un comité de sauvegarde du site et surveillent depuis lors la région : deux abris ont été édifiés pour une surveillance de jour et de nuit qui dure depuis trois ans.

Or, quoique le gouvernement ait annoncé son intention de renoncer au projet, la population reste méfiante : elle exige une confirmation écrite qu'il n'y aura jamais de forage d'essai et d'enfouissement de déchets radio-actifs.

Pourrions-nous reprocher à ces habitants de ne pas accorder grand crédit à la « parole » de l'Etat ?

AFGHANISTAN : QUAND LA MOITIÉ DE LA POPULATION OPPRIME L'AUTRE

C'est là que le bât blesse - comme pour les ânes. Une religion des plus sectaires, des coutumes implacables et une misogynie séculaire ont tissé la trame de la vie quotidienne des Afghans. Les femmes en sont les premières victimes.

En 1927 eut lieu la première tentative de dévoiler les femmes, sous l'initiative de princes libéraux. Vive opposition des mollahs.

En 1959, seconde tentative par feu le Premier ministre Daoud, nouvel échec. L'ambiguïté vient du fait que les tentatives de libération de la femme n'obtiennent le soutien que des femmes de la noblesse ou de la bourgeoisie. Les femmes disent que si le mouvement des femmes est en régression c'est le fait des hommes, de la religion mal comprise et surtout des mollahs. Si le Coran était seulement appliqué, leur condition serait plus supportable, mais la tradition, les coutumes sont implacables.

Autre ambiguïté chez les hommes mêmes de la résistance : ce sont les chefs, comme Amine Wardak et ses frères, qui sont les plus « progressistes ». Ils parlent anglais ou français (Amine est venu en France deux fois), veulent introduire les notions d'hygiène et de médecine, et même l'école. Le simple fait de faire venir une mission médicale permanente leur attire quelque fois l'opposition des mollahs.

Dans les déplacements de village en village, il arrive qu'un mollah soit hostile au fait que des infidèles (les médecins) dorment dans la mosquée. Amine et ses frères ont toujours réagi vigoureusement dans ces circonstances en sachant manier le discours et une fois même jusqu'à faire le coup de poing et dénoncer le mollah. Mais ils reconnaissent que s'ils peuvent contrer des mollahs, c'est parce qu'ils sont des seigneurs de guerre très respectés (Amine et sa famille font partie de la caste aristocratique qui régnait déjà sur la région avant l'arrivée des partis « Parcham » et « Khalq » au pouvoir. Les paysans leur sont soumis comme des vassaux). La masse des paysans, si elle apprécie le passage des médecins, est opposée à toute évolution si petite soit-elle, et hostile au principe même de l'école, sauf à l'apprentissage des textes coraniques.

Mais s'il est un point sur lequel tous les hommes sont bien d'accord, c'est par rapport à la place - immuable - de la femme dans leur société. Impossible d'en rencontrer un qui souhaite un changement. Elles resteront des recluses, des êtres de se-

cond ordre. Cette ségrégation sexiste est poussée jusqu'à de telles limites ici qu'elle n'est égalée que dans quelques émirats du Golfe et chez les gardiens de la « révolution » de Khomeiny.

Si on ne les voyait dans les champs, si on ne voyait les malades, on pourrait se demander si les femmes existent en Afghanistan. On voit bien des fantômes qui tournent la tête à notre approche et se figent, des portes qui claquent... Elles n'apparaissent jamais aux repas, jamais aux fêtes, pas même à la mosquée. Il est interdit de les photographier. Quelques anecdotes donneront une faible idée de leur enfermement et du mépris dont elles sont l'objet.

Quand on demande à un homme : « Combien as-tu d'enfants ? », il faut rajouter « et combien de filles ? ».

Le silence accueille la naissance d'une petite fille, alors qu'on tire des coups de fusil et qu'on donne une fête pour célébrer celle d'un garçon.

Il est interdit de prononcer un prénom de femme dans une société d'hommes.

Quand un père a décidé de marier sa fille, celle-ci selon la loi coranique doit malgré tout donner son consentement. Quand elle refuse, pour empêcher sa fuite, on la fait jeter en prison.

Quand une fille aime un autre garçon que celui qu'on lui a désigné, l'histoire est sans issue pour elle. Un cas parmi d'autres : une fille qui éprouve un amour réciproque pour un garçon de son âge. Le père, par intérêt, a décidé de la marier à un vieillard. Après quatre ans de résistance, elle épouse le vieillard, mais ne peut avoir d'enfant. Elle aime toujours le jeune garçon. Pour sauver son honneur, les femmes de son entourage la pousseront à se jeter dans la rivière.

Dans les villes c'est pire. Les femmes ne font pas le marché. Donc elles n'ont pas besoin de sortir. On ne saura jamais combien de femmes purgent 15 ans, 20 ans ou plus de réclusion dans la maison du mari, mais c'est une réalité indéniable.

Une femme de l'équipe médicale fait remarquer à Amine que chez les Hazaras, on voit les femmes dans les rues du village, elles travaillent et parlent avec les hommes devant les maisons, elles mangent avec les hommes, elles ne se cachent pas derrière le voile à chaque fois qu'on les rencontre. « Pourquoi les Pashtounes n'en font-elles pas autant ? ». Amine, avec superbe : « Ce sont les hommes Hazaras qui sont trop faibles ! ». Rappelons que les

Hazaras, ces descendants des Mongols, sont détestés parce que chiites.

Quant aux vocations que les chefs cherchent à susciter parmi les paysans, voici le discours que tient un mollah célèbre dans le Geratu : « Si un paysan donne un afghani pour aider la Guerre sainte, Allah lui rendra 700 afghanis dans l'autre vie. Si un moudjahid donne un afghani pour aider la Guerre sainte, Allah lui rendra 700 000 afghanis après sa mort ». Guerre psychologique, escroquerie, messianisme coranique sont intimement liés.

Toutes les discussions tournent court. Allah explique tout, justifie tout. C'est tellement désopilant que ça rompt tout dialogue.

— Amine : « C'est Allah qui a envoyé les Soviétiques pour éprouver le peuple afghan ». Et quand un moudjahid va tirer au bazooka sur un objectif ennemi, il commence par crier : « Allah Akbar ! ».

Quant aux mouvements de soutien aux Afghans, ils ont parfois une méconnaissance troublante de la réalité. J'ai vu une affiche de R.F.A. montrant une femme en armes symbolisant la résistance afghane. C'est une imposture grossière ! Mais c'est tellement plus facile de se trouver des bonnes causes à défendre dans le Tiers-Monde que de lutter contre sa propre aliénation ou exploitation.

Les petits-fils de la « Révolution » en sont réduits à s'opposer à tout un peuple. La dialectique a cédé la place aux hélicoptères et aux Mig. En face d'eux, ce peuple de paysans farouches qui se bat contre une invasion étrangère, mais aussi pour conserver son intégrisme et son obscurantisme. L'Afghanistan n'est jamais que la situation exacerbée de ce qui se passe sur cette planète à un niveau moins spectaculaire : c'est souvent à qui sera le plus réactionnaire et tous les belligérants ont de bons atouts en mains.

Alors quelle solution ? Il n'y en a point d'idéale.

Les Soviétiques accepteraient-ils de se retirer ? On aura une nouvelle République islamique. Et la femme continuera à jamais sa vie de recluse.

Et les Occidentaux (Soviétiques inclus) n'ont certes pas de leçons à donner à ceux qui perpétuent le Moyen-Age. Eux qui n'ont réussi que la révolution technologique dont l'apogée aura été deux guerres mondiales et qui ne pensent qu'à préparer la troisième.

Ghislain Belloget
(Fin de l'article)

LES FEMMES LES COUTUMES LA RELIGION



Prototype de « macho » afghan !

Photo Ghislain Belloget.

JAPON

LA SITUATION SOCIALE

Après la crise pétrolière de 1973, l'économie des pays capitalistes avancés et des pays du bloc communiste a commencé à régresser. Pendant quelques temps, l'économie japonaise a continué à progresser grâce à l'exportation. Mais, ces dernières années, elle aussi a commencé à régresser.

La politique des capitalistes japonais face à cette crise sera vraisemblablement la suivante :

Établir un nouvel ordre économique et renforcer leur puissance militaire en Asie, avec l'aide des forces alliées, en développant leurs bases et centres militaires. Redévelopper le marché intérieur et réformer l'administration publique, en essayant de nouveau, au passage, d'affaiblir les syndicats concernés.

Ils vont renforcer leur contrôle sur la classe ouvrière en proposant aux travailleurs et aux capitalistes un idéal commun de développement technique et de restructuration industrielle. Ils doivent continuer à garder les travailleurs sous leur contrôle et, de plus, former une pseudo-communauté « ouvriers et patrons ». Du côté des travailleurs, c'est « Zenminrokyo » qui remplit ce rôle. Zenminrokyo, la plus grande centrale syndicale, est formée de syndicats appartenant à des confédérations bien établies comme Sohyo, Domei, Churuisuoren, etc.

Son but est de conserver leurs avantages aux classes privilégiées, qui ont de puissants syndicats. Ces syndicats répriment les révoltes du prolétariat, qui n'a que peu d'organisations. Le fossé entre les classes privilégiées et le prolétariat s'agrandit. Mais

la puissance sociale et politique des grands syndicats est confrontée au nombre croissant de petits syndicats se plaignant des mauvaises conditions de travail.

La démocratie parlementaire de pure forme, actuellement en vigueur, permettra à la classe dirigeante d'établir un consensus général de la population, mais, en fait, les bureaucrates garderont le pouvoir. Et ils garderont le système impérial « ten-no » pour consolider l'unité nationale ou pseudo-communauté japonaise.

L'armée est un facteur difficile à estimer dans la situation politique actuelle.

Les multinationales et le capitalisme moderne :

Après les années 60, les gigantesques entreprises qui ont permis la création du capitalisme japonais se sont développées en multinationales. Elles ne se caractérisent pas comme des entreprises classiques, à savoir par un monopole matériel, mais par un monopole technique, et forment maintenant une oligarchie internationale. L'idéologie de ce capitalisme moderne remplace celle de l'impérialisme américain des années 50.

Perspectives de l'A.I.T. japonaise.

Nous lutterons pour le développement des luttes en faveur de l'hégémonie des travailleurs sur les lieux de production, de communautés basées sur un travail non servile, de la démocratie directe et nous renforcerons notre solidarité avec les autres mouvements libertaires en lutte contre le capitalisme national et international.

Groupe international de l'A.I.T. japonaise

SUISSE

NUCLÉAIRE : NOUVELLES STRATÉGIES



« Il n'y a pas de raison économique de préserver le programme nucléaire français. En revanche, il y a des raisons militaires ».

Ainsi débute l'article paru dans le numéro d'octobre 1983 de Panda-Nouvelles, journal suisse du W.W.F. Il poursuit après avoir constaté le ralentissement du programme nucléaire français « une centrale par an au lieu de trois... c'est encore de trop, la France ne saurait l'absorber... » de plus « Super-Phénix n'est pas rentable. L'électricité qu'il produira sera environ trois fois plus chère que celle des barrages ou des centrales à charbon ou à fuel. Mais les technocrates français savent que Super-Phénix est un transformateur isotopique : il produit du Pu 239 de qualité militaire pour les bombes à neutrons françaises, à partir de l'U 238... Il faut un certain nombre de centrales pour alimenter en U 238 Super-Phénix. C'est la raison pour laquelle le programme nucléaire ne peut s'arrêter tout à fait, alors même que la consommation en électricité a atteint, et dépassé l'équilibre qui serait nécessaire pour assurer la consommation... » « Les centrales nucléaires de l'hexagone ne sont pas indispensables pour l'industrie, mais elles sont nécessaires pour fabriquer des bombes atomiques » telle est la conclusion de Chaïm Nissim, animateur du comité de coordination contre Verbois-Nucléaire.

DANEMARK

LETTRE D'INFORMATION

A tous nos amis anarchistes, anarcho-sindicalistes, et syndicalistes. Pour la solidarité internationale, nous savons tous qu'une bonne communication est nécessaire. Nous savons aussi que la plupart des groupes libertaires sont plutôt petits et manquent de temps et d'énergie pour maintenir un dialogue continu avec d'autres groupes et sections dans le monde. En vue d'améliorer et d'encourager les contacts, l'A.S.O. section danoise de l'Association internationale des travailleurs, a décidé de publier une lettre trimestrielle pour vous donner quelques informations sur nos activités (...).

L'A.S.O. est la section danoise de l'A.I.T., les principes de l'A.S.O. reprennent à peu près les mêmes principes que l'A.I.T. mais sont moins extensibles et mettent l'accent sur la structuration en groupes locaux, complément nécessaire pour la lutte dans les syndicats.

L'A.S.O. est toujours, après dix ans d'existence, un petit groupe. Actuellement, il y a environ 35 membres dont la plupart vivent à Copenhague. Nos difficultés à nous développer ne sont pas dues au manque d'intérêt pour les idées anarchistes (même si l'aile gauche semble devenir de plus en plus résignée) mais certainement plus par le fait que nous ne sommes pas encore organisés pour former des groupes locaux naturels ou des syndicats. Nous y travaillons et il semble qu'enfin trois groupes locaux commencent à fonctionner, cela signifie de meilleures possibilités pour intégrer de nouveaux adhérents.

En dépit de cela, nous ne pouvons pas dire que notre niveau d'activités a été ou est insuffisant. Beaucoup d'efforts ont porté sur trois sortes d'activités différentes, et ce depuis plusieurs années.

Premièrement, l'A.S.O. organise chaque année un 1^{er} mai anti-autoritaire. Cette année 2 000 personnes à peu près ont parti-

cipé à cette manifestation.

Deuxièmement, chaque année l'A.S.O. organise « une semaine de l'anarchisme » pendant laquelle nous présentons des films, des débats et des expositions sur tous les aspects de la pensée libertaire et ses actions.

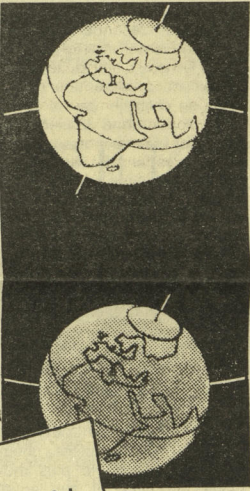
Troisièmement, l'A.S.O. tient une librairie plutôt bien fournie. Nous nous sommes arrangés pour qu'elle soit ouverte tous les jours (merci aux militants au chômage et au étudiants !). Nous avons imprimé un catalogue répertoriant la plupart de nos livres. Notre ambition est d'avoir en stock tous les livres scandinaves, mais nous en possédons quelques-uns en anglais et en allemand.

Parallèlement à ces activités, l'A.S.O. a participé et a soutenu des actions diverses. Quelques-uns d'entre nous ont travaillé avec le mouvement des squatters, d'autres sur la situation polonaise, d'autres encore ont milité en opposition à la législation sociale du gouvernement conservateur.

Actuellement et en l'absence de groupes locaux et de syndicats, le plus gros du travail de l'A.S.O. est réalisé par plusieurs groupes. L'un travaille sur les problèmes de logement dans une optique libertaire, un autre traite du problème des travailleurs, des syndicats et de la lutte économique en général. Un troisième groupe forme une section danoise de « Black-Cross ».

Pour le travail interne, l'A.S.O. a un groupe différent pour l'imprimerie, la librairie, les relations internationales et pour la trésorerie (lorsque nous avons de l'argent !). Ces groupes se rencontrent en principe une fois toutes les deux semaines. Pour la région de Copenhague, une assemblée générale se tient toutes les deux semaines. Les décisions concernant l'organisation entière sont prises lors des congrès annuels ou par référendum. (...)

A.S.O.



LETTRE OUVERTE A REAGAN

DE LA PART DE SIX NATIONS IROQUOISES

Le 22 octobre 1984, le traité de paix de Fort Stanwick, signé le 22 octobre 1784, vient à expiration, et nos terres devront donc nous être restituées. Enormément de travail a été fait. Le gouvernement des Etats-Unis est la plus puissante des nouvelles négociations devront donc s'engager, sur la base de ce qui suit :

- Quel était l'état de notre pays lorsque les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (Canada) s'en sont chargés ?
- Quel est l'état de notre pays aujourd'hui ?
- Chacun peut s'en apercevoir. Enormément de travail a été fait. Le gouvernement des Etats-Unis est la plus puissante des nouvelles négociations devront donc s'engager, sur la base de ce qui suit :

Christophe Colomb débarqua sur les côtes des « peuples de la maison longue » 284 ans avant la proclamation de l'indépendance américaine (1776), et à cette date la terre de nos ancêtres était « inemployée ». L'air était pur, comme l'eau de nos rivières. La nature était libre, comme nous l'étions nous-mêmes. Pêchant, chassant et récoltant les fruits de la terre, nous avons sans travailler maintenu notre pays dans la pureté et dans la liberté des milliers d'années durant, avant que se forme le premier gouvernement des Etats-Unis. Ni oppression, ni prisons. Aujourd'hui, à peine deux siècles sous la loi des Etats-Unis, tout ce que connaît encore la Nature est pollution, et ce que connaissent les gens est destruction mentale, stress et chômage. Toute négociation avec le gouvernement des Etats-Unis par conséquent sans espoir. Quand cette lettre vous parviendra, nous serons déjà en relation avec les peuples d'autres nations.

Les Cayugas, Senecas, Oneidas, Tuscaroras, Mohawks et Onondagas.

EXTRAIT DE « PRISE DE POSSESSION » Par Louise Michel

Il n'existe aucune différence entre un empire et tout gouvernement régi par les mêmes moyens, si ce n'est le titre et la quantité des souverains. *Notre République a des rois par milliers.* Ce qui pourrait s'appeler *respublicae* ce serait la chose de tous, l'humanité libre sur le monde libre.

Le travail mortel, la misère immense pour les peuples ; l'abandonné et le bon plaisir pour les maîtres, tels sont dans le monde entier les gouvernements. Vous avez beau appeler cela de tous les noms possibles, ils sont les mêmes, ce sont donc des empires autrement habillés.

Nous aurions tort cependant de ne pas reconnaître combien est grande la logique des choses ; plus de préjugés sont tombés cette année que nous n'en avions vu disparaître pendant toute notre vie, — ce n'est pas que nous les avons détruits, ceux à qui profitent ces préjugés les ont tellement pressurés, ils en ont tellement fait des vaches à lait que les plus naïfs ouvrent les yeux — les cordes trop tirées cassent de toutes parts.

Peut-on encore parler du suffrage universel sans rire ? Tous sont obligés de reconnaître que c'est une mauvaise arme ; que du reste le pouvoir en tient le manche, ce qui ne laisse guère aux bons électeurs que le choix des moyens pour être tonqués ou endormis.

Quand Atal fit révolter les tribus contre l'occupation française pour reprendre leur liberté, on les combattit avec des obusiers de montagnes, contre des sagaies (ce qui donna la victoire à ce qu'on appelle la civilisation sur ce qu'il est convenu d'appeler la sauvagerie).

C'était très beau pour les Canaques, de se dresser contre l'artillerie moderne avec la sagaie, la fronde et quelques vieux fusils à pierre obtenus par de longues années de louage à Nouméa. Mais l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse.

Eh bien, les bulletins de vote destinés à être emportés par le vent avec les promesses des candidats *ne valent pas mieux que les sagaies contre les canons.*

Pensez-vous, citoyens, que les gouvernants vous les laisseraient si vous pouviez vous en servir pour faire une révolution ?

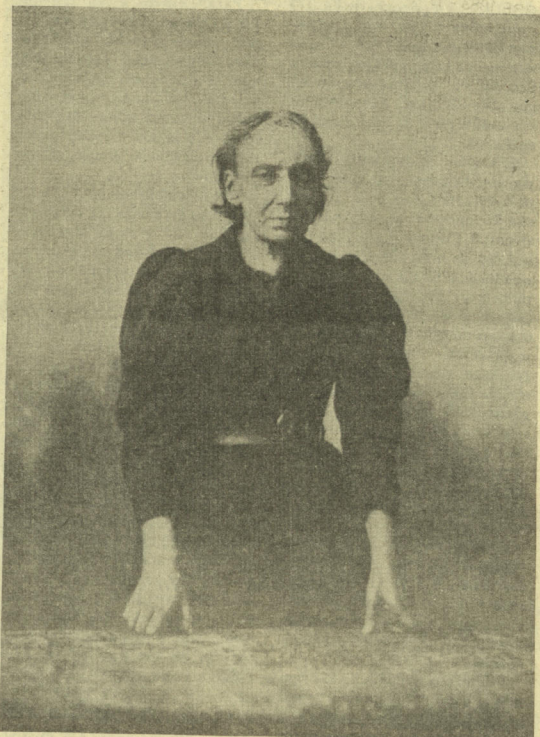
Votre vote c'est la prière aux dieux sourds de toutes les mythologies, quelque chose comme le mugissement du bœuf flairant l'abattoir, il faudrait être bien naïfs pour y compter encore, de même qu'il ne faudrait pas être dégoûté pour garder des illusions sur le pouvoir, le voyant à l'œuvre. Il se dévoile, tant mieux.

Après nous la fin du monde ! doivent se dire les tristes sires qui barbotent ensemble des pots-de-vin plus grands que la tonne de Heidelberg, — la fin de leur monde. Oui, — ce sera le commencement d'une cocotte nouvelle.

Parlons des choses comme elles le méritent, est-ce que les lois qui ont la prétention d'aider au progrès ne l'enferment pas au contraire dans un cercle de fer, sans cela on ne s'en servirait pas.

Est-ce qu'un gouvernement succédant à un autre, pris ainsi dans le même filet, renfermé comme un écureuil dans la même cage (dont avec plus ou moins d'activité il tourne la roue) peut faire autre chose que son devancier ?

Louise Michel



Louise Michel à la tribune, à la fin de sa vie.

LOUISE Michel aujourd'hui, du passé ? Voire ! A l'heure où la guerre scolaire reprend, comment oublier cette institutrice qui ouvrait dans les années 1870, l'école à la vie en entraînant ses élèves dans des promenades champêtres afin d'étudier la nature, qui les encourageait à désertir la messe lors de la prière dédiée à Napoléon-le-petit, qui refusait de prêter le serment de fidélité à ce même empereur. Oui, cette déportée de la Commune instruisant et soutenant les Canaques en lutte (hier comme aujourd'hui) contre les colons blancs accapareurs de terre, doit toujours être présente dans nos mémoires.

Si les anarchistes ne peuvent oublier cette figure historique du mouvement libertaire, cette femme qui quittant le camp d'inter-nement de Satory pour la Nouvelle-Calédonie, déclara « le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste », ils peuvent constater avec plaisir qu'elle reste également d'actualité au niveau culturel et littéraire, notamment avec la pièce de théâtre *Louise et Emma* (1), avec la collection d'Arche (2) consacrée à Louise Michel, qui après Géronimo et Marco Polo lui consacre un petit livre intitulé *Louise Michel aux barricades du rêve* (2).

Cette page « Archive » est donc consacrée à Louise Michel que — notons le en passant — les descendants de ses adversaires politiques essayent toujours de récupérer, et qui reste irrécupérable. Les textes présentés ici, sont extraits du livre *Les Joyeusetés de l'exil* (3) de Malato — récit du séjour forcé à Londres de ce militant anarchiste victime comme d'autres du préfet de police Constant — et de la brochure *Prise de possession* de Louise Michel-publiée en 1890 par le groupe anarchiste de Saint-Denis.

(1) Pièce créée à Marseille, jouée à Paris jusqu'au 6 novembre au théâtre de l'Esca-lier-d'or, 18, rue d'Enghien, 10^e arrondissement.
(2) Livre touchant, même si la vérité historique laisse parfois à désirer, surtout dans la partie dossier.
(3) Editions Stock, 1897.

LOUISE MICHEL EN EXIL

MA première visite à Londres avait été pour ma vieille amie Louise Michel qui, contrainte par les intolérances ministérielles à transporter ses pénates dans la capitale de l'Angleterre, y cumulait l'enseignement gratuit, le culte de la philanthropie et celui de la révolution sociale...

(Le) logement de Louise Michel, une grande pièce, meublée de la façon la plus modeste, un large lit sur lequel ronronne un chat, une table ronde surchargée de journaux, un buffet, quelques chaises, et c'est tout. Pas de lambris, même en simili-or ; la route de la Révolution ne mène pas à la fortune, comme celle de la politique.

— Vive l'anarchie ! A bas Constant !

Tels furent les mots qui saluèrent notre entrée.

J'allais tendre la main au co-religionnaire, lorsqu'un coup d'œil, qui me le fit découvrir, m'arrêta. C'était un perroquet gris, mélancolique et déplumé, qui, converti au démagogisme le plus effréné, sous l'irrésistible influence du milieu, avait jugé bon de transformer son perchoir en tribune.

Ce perroquet, qui a, du reste, conservé toutes mes sympathies, me rappela par ses allures certains orateurs de réunions publiques. J'allais, pour capter ses faveurs, lui donner des nouvelles du mouvement révolutionnaire, lorsqu'une énorme chienne à poil noir vint opérer, en grondant, une reconnaissance autour de moi. Sans doute, rendue méfiante par les vicissitudes, me prenait-elle pour un suspect.

— Allons, Fathma ! — Ne faites pas attention, elle est presque aveugle.

La plupart aime à collectionner des pièces de cent sous ; Louise

Michel, qui n'a guère de famille sur laquelle déverser ses sentiments affectifs, préfère s'entourer de bêtes qui ne le sont pas plus que certains individus et qui, sous le rapport de la sociabilité, valent infiniment mieux. Seulement, tandis que d'autres recherchent les superbes angoras, les élégantes levrettes ou les animaux de poche, peignés et bichonnés comme des petites maîtresses, la féroce anarchiste recueille les infortunés quadrupèdes galeux ou abandonnés. Pétroleuse, va !

Sur ces entrefaites, Louise Michel arrivait. Cordiale accolade, et nous causons.

Toujours vaillante et solide, un peu courbée, cependant, et la chevelure plus grisonnante qu'avant son exil — ce qui n'a rien que d'assez naturel — la proscriète a conservé la même foi en l'avenir, la même impassibilité sereine. Figure étrange, qui semble appartenir non à notre prosaïque époque, mais au passé ou à l'avenir. Traversant la vie — vie de luttes, de déportation, d'emprisonnement, de proscription et d'incessant apostolat — enveloppée dans son éternelle robe noire comme dans un drapeau de désespoir et de révolte, Louise apparaît en quelque sorte une Velléda de la Sociale. Et chez cette ardente internationaliste, dont l'esprit plane trop haut pour s'attarder aux tristes et mesquines rivalités de peuples, le vieux sang gaulois fermente et bouillonne.

Telle je l'avais connue treize années auparavant, sous le tropique du Capricorne, telle je la revis le 4 avril 1892, par 0 degré de longitude (méridien de Greenwich) et cinquante et un degrés trente minutes latitude nord. Nouméa, Paris, Londres, peu importe au révolutionnaire — à celui qui ne lutte pas pour se rallier un jour, dans

des conditions avantageuses — tous les chemins, pour lui, ne mènent-ils pas à Satory ? (...) Le perroquet prend part (à la conversation) et la ponctue de ses apostrophes véhémentes. Il était étonnant ce gallinacé, et M. Dayras qui devait, deux ans plus tard, présider, avec le tact et l'impartialité que l'on sait, le fameux procès des Trente, l'eût à coup sûr, classé parmi les « intellectuels ».

Avec infiniment plus de sincérité que madame Prudence dans les fêtes foraines, nous examinons le présent, nous scrutons le passé et l'avenir.

Trois quarts de siècle de rêves, d'idées, de fermentations, de révoltes noyées dans le sang, de travail latent dans les profondeurs de la société, n'aboutiront-ils pas enfin à l'avènement de l'ordre nouveau ? Après Saint-Simon, Fourier, Cabet, Leroux, Proudhon, Marx, Bakounine, Kropotkine et Reclus, après l'Internationale, la Commune de Paris et l'éveil du prolétariat universel, après les espérances lumineuses suscitées au sein des masses, le dernier mot sera-t-il à Deibler ?

Allons donc ! Bien fous ou bien lâches nous serions de désespérer et de croire tout perdu parce que, molécules animées et souffrantes, nous apparaissons comme broyés dans la crise générale. Le progrès n'est-il pas, jusqu'à ce jour, fait de sang et de larmes ? Ne faut-il pas que ce soient les actifs et les chercheurs qui exploitent le privilège de penser et se mouvoient en frayant de leur corps un pont vivant à la masse pour passer vers « l'autre rive » ? Donc, à bas hier ! à bas aujourd'hui ! et vive demain !

Le beau mythe de Prométhée domine toujours la marche de l'humanité.

Malato

NOTES DE LECTURE

SOCIOBIOLOGIE OU ÉCOLOGIE SOCIALE

Par Murray Bookchin
Editions I.R.L.-A.C.L.

L' homme est-il le produit de la société ou la société le produit de l'homme ? La hiérarchie sociale, l'inégalité, l'oppression... s'enracinent-elles dans un invariant biologique ou doivent-elles être analysées dans le contexte d'une évolution historique donnée ? Sommes-nous condamnés à subir de toute éternité l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme ou bien pouvons-nous espérer réaliser un jour une société d'égalité, de liberté et d'entraide ? L'homme est-il bon ou mauvais par nature ? Quel est le rapport entre l'inné et l'acquis ? Etc. Autant de questions que se posent les philosophes et les révolutionnaires depuis l'aube des temps ! Autant de questions qu'on pouvait croire, avec la défaite du nazisme, résolues dans le sens d'un refus du déterminisme biologique ! Autant de questions qui avec l'apparition de la sociobiologie se posent de nouveau en terme de primauté du biologique sur le culturel, de l'inné sur l'acquis et ce par le biais d'une argumentation pseudo-scientifique, d'autant plus dangereuse qu'elle ne chausse pas les gros sabots du fascisme ordinaire !

Dans la présente brochure, Murray Bookchin, fondateur de l'Institut d'écologie sociale à Goddard-Collège et professeur de théorie sociale à Ramapo-Collège, répond à ce retour en force de l'innéisme, du déterminisme biologique, et de la résignation à l'intolérable dans le champ de l'idéologie dominante. Il y répond en démontant pierre à pierre le soi-disant bunker de la théorie sociobiologique. Il y répond en tant que scientifique, en tant qu'écologiste et en tant qu'anarchiste. Et ses réponses sont pesantes. Pesantes à en rêver. Lourdes de rigueur, de non-manichéisme... et d'espoir ! D'espoir dans la possibilité de la mise en œuvre d'un monde nouveau.

Une brochure (1) à lire donc ! Une brochure qui apporte la preuve que l'anarchisme peut se situer à la pointe de la réflexion théorique, s'inscrire sans complexe dans le cadre d'une démarche scientifique et offrir une alternative socio-politique de caractère global. la dernière alternative de toute évidence, à une humanité en train de vasciller au bord du gouffre.

J.-M. Raynaud

(1) Sociobiologie ou écologie sociale par Murray Bookchin, édition I.R.L.-Atelier de création libertaire. Murray Bookchin a également écrit un certain nombre d'ouvrages et d'articles tous plus intéressants les uns que les autres, qui sont cités dans la biographie.

De plus sur le problème de la sociobiologie, on pourra lire « Quelques aspects des relations possibles entre les anarchistes et la biologie » par F. Lavetx dans les M.L. n°453 et 454 ; « A la recherche du matérialisme scientifique » par F. Lavetx dans les M.L. n°465, 466 et 468 ; et une note de lecture sur « Critique de la sociobiologie », ouvrage de M. Sahllins dans les M.L. n°390.

NOTES DE LECTURE

MULTIPLICITÉS OU DES LIEUX DE VIE PAR MILLIERS

Par Claude Sigala
Editions Vrac

DES livres sur l'enfermement, sur l'alternative à l'enfermement, sur les lieux de vie... Claude Sigala en a déjà écrits un certain nombre (1). Jamais cependant, il n'avait écrit un livre de l'envergure de celui-ci.

« Multiplicité », en effet, a le parfum rare sinon de l'achevé — l'achevé c'est toujours un peu la mort — du moins de l'arrivée à maturation, ...de l'aboutissement. Tout ce que Claude a vécu et écrit antérieurement se trouve rassemblé dans ce livre. Chacune des étapes de sa vie, de ses luttes, de ses espoirs, de ses doutes... est présente et se trouve partie prenante d'un TOUT. Un tout qui part du foyer des Buissonnets, qui chemine à travers l'alternative à la psychiatrie, qui bourgeoise au Coral, qui s'enracine dans les lieux de vie, pour fleurir dans l'alternative à l'enfermement, et qui refléurit de plus belle dans le jardin de la révolution, après avoir subi les coups de sécateur de la répression. Bref, ce livre a une dimension que n'avaient pas les autres, celle de la GLOBALITÉ.

Cette globalité, elle apparaît dès les premières pages du livre. « Il est temps de faire une révolution. Non pas de celles qui une fois encore seraient dirigées, structurées, orientées vers une quelconque forme de prise de pouvoir. Mais de celles qui permettraient de chaîner des réseaux, des communautés, des rhizomes, des multiplicités diverses. Où le pouvoir de l'un est remplacé par la compétence

de l'autre ; où l'Etat est remplacé par la commune ; où le politique devient champ social... Mais comme dans toutes les révolutions, il va nous falloir lutter ». Et elle éclaire d'un jour nouveau la problématique des lieux de vie. « A notre échelle et conscients de nos limites, nous avons à être présents dans la réflexion politique. En effet, conscients de ce que peut apporter ce type de microstructures, nous devons, sans tomber dans le piège du modèle ou de l'institutionnalisation, favoriser et aider à la multiplicité des lieux de vie puisqu'ils apportent certaines solutions positives à des problèmes spécifiques. C'est dans cet esprit que nous refusons de nous laisser enfermer dans une étiquette de marginalité... Il ne s'agit pas de réaliser des lieux « type », « modèle », mais que chacun puisse là où il se plaît, avec qui il s'entend, bâtir une structure de vie qui permette de s'épanouir, de créer, d'aimer. Chacun doit appréhender un espace, une activité et à partir de là, s'ouvrir aux autres, au social, au politique. Nous voyons bien qu'il n'est pas question uniquement d'accueil et qu'il ne faut surtout pas s'enfermer dans l'accueil, car nous rétablirions rapidement le phénomène institutionnel ».

Comme on le voit, pour Claude Sigala, les lieux de vie s'inscrivent en plein dans une perspective de changement social et sociétaire. Et c'est ce qui explique le refus de l'agrément comme la volonté de s'ouvrir aux alternatives en général.

Mais qu'on ne s'y trompe pas cependant, ce livre n'est pas seulement l'aboutissement d'une réflexion théorique à l'odeur forte de stratégie. Claude Sigala nous explique également et avec beaucoup de force et de clarté le pourquoi de la « réussite » des lieux de vie. Il nous conte le « vivre avec », bien sûr, mais aussi le comment et le pourquoi du « vivre avec ». Il nous entraîne à partir de la théorie winnicottienne de « l'objet transitionnel » vers son approfondissement et son enrichissement par l'idée de « sujet transitionnel ». On comprend mieux pourquoi des gosses condamnés par les institutions ont, grâce aux lieux de vie, amorcé un retour à la vie.

Et puis, ce livre est autre chose encore. Un volcan où le vécu explose à chaque page. Celui de Claude. D'enfants. De gens des lieux de vie. Et ça bouillonne. L'aridité du discours théorique danse un tango syncopé en diable avec l'eau vive des trippes. On est emporté. Saisi à bras le corps par la rage de changer les choses. Par l'espoir.

Bref, ce livre est à lire et à relire.

Bien qu'écrit pour l'essentiel avant que n'éclate « l'affaire du Coral », il permet de comprendre pourquoi le pouvoir s'est engagé sur la voie de la répression à l'encontre des lieux de vie. Et pourquoi nous avons fait nôtre leur lutte.

Hervé-Claude Lapidaire

(1) La liste des différents bouquins écrits par Claude Sigala figure dans la bibliographie du présent ouvrage.

REVUES D'ARTISTES :

HORS COMMERCE

UNE idée de revue excellente : deux artistes Norbert Cassegrain et Jean-Paul Muftier font une revue qui ne comporte que des dessins et n'a pas de texte. Comme s'il s'agissait d'un carnet de croquis... mais effectué à plusieurs mains. Les dessins sont inédits et croqués à un moment déterminé (par exemple, la prochaine revue sera faite pendant un concert de jazz).

Ceux qui savent le plaisir que l'on a à feuilleter un carnet de croquis, où l'imaginaire saute d'une page à l'autre, comprendront l'intérêt d'une telle entreprise : multiplier par mille l'accès à cette joie (puisque tel est son tirage).

Pour son troisième numéro *Hors commerce* a invité deux autres artistes, Alfonso Bonifacio et Antonio Saura.

Une seule ombre au tableau : le prix en est dissuasif, 70 F le numéro. A ce prix là, ce n'est malheureusement plus de l'amour de l'art, c'est de l'autospéculation malencontreuse. L'intérêt pour le public et les auteurs eût été de la vendre à un prix de revient, afin de pouvoir au fur et à mesure augmenter le tirage. Nous sommes loin de toutes ces généreuses petites revues qui, bien sûr, parfois ont du mal à survivre, mais qui, souvent, vivent et même au-delà, pour le seul plaisir de montrer.

Espérons toutefois qu'avec le temps, les auteurs de *Hors commerce* (1) deviendront plus raisonnables.

Servin

(1) *Hors commerce* : 248, rue du Faubourg-Saint-Antoine. Paris 12^e.

SAMEDI 4 NOVEMBRE 1983 - 17 h

Depuis une semaine, le protocole entre Radio-Montmartre et Radio-Libertaire a été contresigné par la Haute Autorité pour l'audiovisuel.

Depuis, où en est-on ? La décision définitive n'est toujours pas publiée au Journal officiel. Il est vrai que cette décision doit transiter par de nombreux services administratifs.

La fréquence proposée par un de ses « propriétaires » légitimes depuis le 28 mai 1983 : « La voix du lézard ». Ledit lézard campe sur la fréquence et n'en veut pas déloger. Que la H.A.A. ne compte pas sur R.-L. pour une quelconque intervention...

Donc la situation est gelée. Comme prévu, Radio-Montmartre continue d'émettre sur 90,7 MHz et Radio-Libertaire sur 89,5 MHz, 24 heures sur 24. Le marathon des radios libres en région parisienne continue...

Le secrétariat de R.L.

NOTES DE LECTURE

BORIS VIAN EN VERVE

Editions P. Horay

VOICI un livre de Boris Vian que je ne connaissais pas, et pour cause : il ne l'a jamais écrit. Il s'agit d'un recueil d'aphorismes qu'a établis le « vianologue » Noël Arnaud dont je vous recommande la préface enflammée. Des aphorismes tirés des œuvres et des articles de Vian, et mis en valeur par l'abstraction, et puis d'autres totalement inédits. Je vous en offre quelques uns afin de vous mettre en appétit.

« Militaire : variété d'homme amoindri par le procédé de l'» uniforme « qui est une préparation à l'uniformité totale du cercueil ».

« Pour faire un soldat, il faut défaire un civil ».

« Le propre du militaire est le sale du civil ».

« Le pluriel d'un maréchal, c'est des maraichers ».

« Le pluriel d'un général, c'est des généraés ».

« L'écrivain est dans la situation d'un muet pieds et poings liés qui ferait marcher un phonographe en poussant la manivelle avec son nez ».

Didier Le Bornec

Au Tai théâtre : 37, rue Veille-du-Temple. Paris 4^e. Tél. 278.10.79.

Des « Samedis qui chantent » : première partie réservée aux auteurs-compositeurs-interprètes.

Bar-buffet ouvert dès midi. Seconde partie, à 15 h : les 5, 12, 19 novembre 1983, Fabienne Elkoubi ; les 3, 10 et 24 décembre 1983 : Marcel Eglin.

Entrée : 30 F.

LE LIBAN : CHARNIER DES NATIONALISMES ET DES RELIGIONS

A Beyrouth, le massacre fut effroyable. Une nouvelle fois, des hommes, entraînés par leur impérialisme loin de leur pays, sont morts pour rien, ou plutôt pour la satisfaction de leur classe politique en proie à la volonté de puissance. Et on doit se poser la question sur laquelle un voile pudique est jeté : « Ces militaires, qu'allaient-ils faire au Liban ? » Pourquoi des hommes venus des Etats-Unis et de France sont-ils morts ? Pour rien, c'est certain ! Mais quelles sont les justifications officielles d'un tel massacre ?

La France de Mitterrand pratique un impérialisme timide et de bon aloi. Les phrases nobles précèdent ou suivent des opérations guerrières qui dressent contre elle les Etats, qui sont en rivalité avec sa politique dans les régions où elle se manifeste, sans amadouer les autres. Envoyer des troupes pour protéger « la paix », pour un pays nationaliste, politique et religieux comme la France, c'est ignorer ou mépriser les sentiments nationalistes, politiques ou religieux des autres. C'est aberrant !

Le Liban, probablement peuplé, comme autre part, d'une majorité de braves gens, est secoué par les rivalités impitoyables qui opposent catholiques et musulmans de diverses obédiences auxquelles ces braves gens se réfèrent pour approuver ou rejeter ! Nous sommes devant une situation inextricable que les chefs de bandes, qui possèdent les terres, attisent pour arrondir leur pré carré.

Nous n'avons rien à faire au Liban. Et quels que soient les ferments imbeciles et odieux qui jettent les hommes de ce pays les uns contre les autres, la présence de militaires étrangers ne peut que pourrir la situation. Nous risquons, d'un moment à l'autre, de voir cette population libanaise excédée — je ne dis pas les politiciards qui sollicitent les impérialismes pour faire triompher leur clan — nous risquons, dis-je, de voir les Libanais faire front contre l'occupant pour le rejeter à la mer, avant de reprendre dans la sérénité la distraction officielle et nationale du pays qui consiste à s'étripier en famille. Voilà la réalité que personne n'ose proclamer.

On cherche des coupables depuis les Croisades, époque à laquelle le jeu a commencé. Le coupable c'est la connerie humaine, illustrée au Liban, encore plus qu'ailleurs, par les politiciens, les hommes de guerre, et la curiaillerie de toutes les spiritualités qui se disputent les âmes, les richesses et le pouvoir. Les coupables, en dehors de la bêtise humaine, ce sont deux familles, deux clans représentés par deux personnages féodaux : Gémayel et Joumblatt, appuyés par une clientèle de

coupe-jarrets dont la férocité aime se couvrir d'un vernis de culture française. En période de « paix », ces fripouilles adorent se massacrer entre eux — ce qui ne serait pas une grande perte, s'ils n'en profitaient pas pour massacrer un peu les autres.

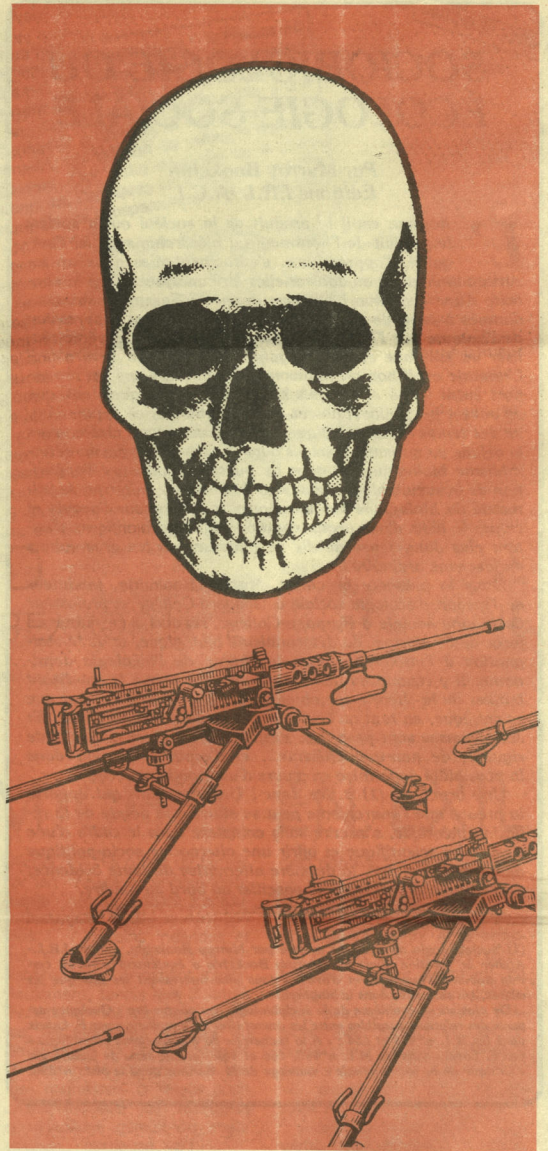
Des solutions dans le cadre que je viens de décrire, il n'y en a pas, ou plutôt la seule solution — préambule à une « réconciliation » aléatoire — consisterait pour les Libanais à hurler ensemble : « Dehors les Américains, les Français, les Italiens, les Syriens, les Israéliens ! », ce qui déclencherait d'ailleurs la colère des deux grands impérialismes, qui entretiennent les haines dans la région, soutiennent la domination des brigands qui règnent dans le pays, et la volupté morbide de domination des sectes éparpillées dans la contrée.

Pour notre part, nous nous refusons à faire un choix entre les massacreurs, et nous laissons aux Tesson du *Quotidien* ou aux July de *Libération* le soin de faire le choix le plus judicieux, pour écouler leur papier-cul ! Nous, nous prenons parti pour ceux qui meurent pour rien, contre ceux qui tuent pour des cheffailons, qui ne valent ni la corde ni la balle qui les guettent au détour d'un chemin creux.

Nous n'avons rien à faire au Liban ! Il faut nous en aller ! Quelles que soient ses convulsions intérieures, le Liban en tant qu'Etat n'est un danger pour personne. Ses classes dirigeantes sont bien trop occupées à s'entre-égorgner pour chercher querelle à leurs voisins. C'est la présence d'armées étrangères sur son sol qui risque de déclencher la guerre. Ceux qui prétendent y instaurer la paix, savent bien que les convulsions qui secouent le pays, ne relèvent pas de la canonnrière, mais de l'histoire, qui, depuis huit cents ans, dépose sur le rivage de ce malheureux pays tous les excréments religieux, politiques et moraux éjectés par les civilisations occidentales et asiatiques. Aujourd'hui, le Liban vomit tous les vices importés par les Etats policés qui se sont penchés sur son chevet pour mieux le violenter.

La population doit imposer le départ des troupes françaises du Liban, où nous n'avons rien à faire. Ce qu'il faut faire, c'est travailler pour mettre à jour la partie cachée de l'iceberg, c'est-à-dire les raisons profondes de ces massacres perpétuels qui, en dehors de la connerie humaine, sont les impérialismes qui se disputent le monde, les religions qui se disputent les âmes, les capitalistes qui se disputent les richesses et les voies de communication de cette région.

Maurice Joyeux



ENGAGE-TOI, TU VERRAS DU PAYS !

D EPUIS l'attentat de Beyrouth qui a coûté la vie à une cinquantaine de parachutistes français, on a pu voir défilé tout un tas de politiciards encravatés d'hypocrisie venir verser des larmes de crocodile sur « nos valeureux soldats tombés au champ d'honneur », « le sacrifice héroïque de ces jeunes Français » « ces combattants de la Paix morts victimes du devoir » et autres belles formules du même tonneau... A croire que les soldats de Beyrouth se sont volontairement immolés sur l'autel de la paix mondiale !

Qui étaient ces parachutistes ? Presque tous des appelés, volontaires au Liban pour une prime mensuelle de 6 000 F, dans le cadre du service militaire pro-

longé avec rémunération inauguré récemment par Henu. Certainement pas, pour la plupart, des baroudeurs de choc style « léopards » de la bataille d'Alger, mais plutôt des mecs coincés par l'armée entre deux chômages, qui, intoxiqués par la propagande militariste, avaient choisi de rester un peu plus longtemps sous les drapeaux, un minimum de fric leur étant assuré au moins là...

Sous les drapeaux, il y sont définitivement. Un chacun.

Une soixantaine de paras-apelés de Pau se sont portés volontaires pour aller remplacer les morts de Beyrouth... Les officiers ont du s'en donner à cœur joie : « vos camarades sont tombés là-bas. Il faut les venger ! ». Ce genre de diatribe passe très bien dans les rangs

de ces jeunes qui ont choisi les « paras ». En exploitant le désarroi de bidasses désespérés de trouver un boulot à la sortie de la caserne pour instaurer le mercenariat, en utilisant la pire des démagogues pour amener des jeunes non politisés, casse-cou et grandes gueules à laisser tomber le blouson noir pour un treillis douteux et aller mourir sous les bombes au nom des intérêts de la Patrie, en incitant à la prostitution kakie, l'armée montre encore une fois sa sale gueule en pleine lumière. Socialiste ou de droite, elle reste une machine à broyer les individus.

A Beyrouth, elle a seulement fait un pas de plus dans l'horreur de son efficacité.

Gr. Libertad

BEYROUTH EN NORMANDIE

D ANS la foulée du 10 mai 81, le Parti socialiste qui venait d'enfiler les pantoufles de ses prédécesseurs, entendait organiser quelques manifestations spectaculaires pour montrer au bon peuple de gauche que le changement était bien arrivé. Les désillusions viendraient bien assez vite. On abolit donc la peine de mort, on stoppa le projet d'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff en Bretagne, et surtout on arrêta le projet d'extension du camp militaire du Larzac.

Et le nouveau gouvernement, à partir de cette mesure, de remettre en cause la notion même de camp d'entraînement pour l'armée. Bigre ! Nos socialistes étaient-ils devenus de sales antimilitaristes verveux ? Pas tout à fait. En fait, c'est la France dans son ensemble qui, à leur yeux, devenait un immense terrain d'entraînement pour la gent galonnée. Finis les camps fermés, vivent les manœuvres en terrain libre. Et elles se sont effectivement multipliées.

Double avantage : éviter les problèmes d'expropriation des terres, rapprocher la population de son armée (renforcé par la symbiose armée/école).

Un dernier exemple vient illustrer cette démarche. Depuis le 18 octobre et jusqu'en janvier 84, le 1^{er} R.I.M.A. prépare son départ prochain pour Beyrouth dans les rues de Saint-Lô en Normandie ! Ce qui nous vaut dans la presse régionale de magnifiques photos couleurs où l'on peut voir les commandos de marine en tenue de combat longer les maisons des rues de Saint-Lô, le doigt sur la gachette de leur « Famas ».

Gare au travailleur immigré qui viendrait à passer dans le secteur, une bavure est si vite arrivée...

Gageons que le cœur d'un certain nombre d'anciens combattants doit se remettre à vibrer et que les images du débarquement de 44 doivent à nouveau traverser leur sommeil enfiévré.

Merci camarade Henu, la France guerrière t'acclame du fond des chaumières. Ah ! Un petit détail, avant de conclure : pourquoi ne pas demander aux gamins des écoles de participer à ces faux combats de rues ? Histoire d'appliquer un peu plus un certain protocole qui fait quelque peu parler de lui en ce moment.

Patrick Gr. d'Angers